

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-CINQUIÈME ANNÉE - N° 13526 6 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

DIMANCHE 24-LUNDI 25 JUILLET 1988

La Bulgarie à reculons

M. Gorbatchev a reçu cette semaine de mauvaises nouvelles en provenance de Bulgarie : M. Todor Jivkov, qui préside depuis près de trente-cinq ans aux destinées du pays, n'est absolument pas décidé à passer le main en dépit de ses soixante-dix-sept ans et du désir de Moscou de voir arriver au pouvoir à Sofia une équipe plus sensible aux charmes de la « perestroïka » et de la « glasnost ». Pis : non content de s'accrocher au pouvoir avec ses vieux complices de l'ère stalinienne, M. Jivkov s'est permis de limoger, il y a quelques jours, le réformiste modéré qui avait les faveurs du Kremlin.

M. Chudomir Alexandrov passait, depuis deux ans, pour le successeur probable de l'actuel secrétaire général. Véritable numéro deux du régime, il était, à cinquante-deux ans, membre du bureau politique et secrétaire du comité central, chargé des cadres. Tous ces titres n'ont pas suffi à le protéger de la rancœur d'un Jivkov qui n'avait sans doute pas apprécié d'entendre, au début de l'année, M. Alexandrov évoquer la nécessité de « couper les branches mortes » du parti.

M. Alexandrov avait également attiré l'attention des observateurs en critiquant la fausse restructuration à laquelle la Bulgarie depuis plus d'un an et qui a abouti, selon les secteurs, soit à maintenir le « statu quo », soit à accroître le chaos. Enfin, il passait pour être favorable aux timides efforts de libéralisation consentis par M. Stoen Mitchellov, chargé de l'idéologie et de la culture, lui aussi chassé de son poste à l'issue de la réunion du comité central de mercredi.

La liste des limogés de la semaine comprend d'autres hommes, tous partisans d'un aggrégement d'une société sclérosée. Parmi ceux-ci, signalons encore M. Staniko Todorov, président de l'Assemblée, qui a été privé de quitter le bureau politique, et M. Svetlin Roussev, un peintre fort respecté, qui a été exclu du comité central.

Cette purge fait suite à d'autres limogages dont ont été victimes écrivains, intellectuels, universitaires, journalistes. Le crime de tous ces responsables ? Avoir entretenu la Bulgarie sur une vision moins figée des choses et de l'histoire, avoir mis en avant des problèmes d'environnement et de pollution industrielle — qui atteignent dans les pays socialistes une ampleur que l'on soupçonne rarement en Occident. Le tout, bien sûr, se faisant sous couvert du modèle soviétique : Tchernobyl était mis en avant, ainsi que les articles critiques de la presse soviétique.

C'était trop pour M. Jivkov, qui n'en revient toujours pas de trouver tant de poisons dans la presse du « grand frère » ou dans les émissions télévisées en provenance de Moscou — et dont son peuple est traditionnellement abréuvé.

Le dernier héros de M. Jivkov, après Staline et Brejnev, s'appelle, il est vrai, Tchernomir, et depuis Andropov il ne reconnaît plus son petit monde socialiste. Il n'est pas le seul, en Europe de l'Est, à ne guère apprécier les expériences gorbatchévienne. M. Honecker, en RDA, n'est pas loin de partager cet avis avec de nombreux dirigeants tchécoslovaques, pour ne rien dire de M. Ceausescu. A Prague, du moins, la succession a pu avoir lieu, mais le nouveau secrétaire général, M. Milos Jakes, aura fort à faire pour venir à bout des résistances des partisans de l'ancien cours.

Pourparlers à New-York, mission de l'ONU sur le terrain

Iran-Irak : nouveaux pas vers un cessez-le-feu

En dépit de la poursuite des combats sur le front, à l'initiative de l'Irak, certains signes laissent enfin entrevoir, le vendredi 22 juillet, la perspective d'une mise en vigueur du cessez-le-feu, Téhéran et Bagdad ayant notamment accepté des pourparlers dès lundi à New-York, sous l'égide du secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar.

Bagdad a annoncé avoir lancé, vendredi, des attaques sur l'ensemble du front afin de chasser les Iraniens des quelques positions qu'ils tenaient encore en Irak.

De son côté, Téhéran a appelé tous ceux ayant suivi un entraînement militaire à retourner au front.

Le secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar, n'en a pas moins fait progresser le processus devant aboutir à un arrêt des combats. L'Irak et l'Iran ont, en effet, accepté de déléguer à New-York leur ministre des affaires étrangères pour y discuter de l'application d'un cessez-le-feu, parallèlement à l'envoi, dans les deux pays, d'une mission technique de l'ONU.

(Lire page 4 nos informations et l'article de FRANÇOISE CROUGNEAU « Espoir et circonspection dans les milieux d'affaires »)

Nouvelle-Calédonie : le RPCR approuve l'accord de Matignon



(Lire nos informations page 5)

Neuf ans avant la rétrocession à la Chine

Hongkong perd ses « cerveaux »

Hongkong, la colonie britannique, doit passer sous l'administration de la République populaire de Chine en 1997. En dépit des assurances de Pékin, la fuite des cerveaux a commencé.

HONGKONG de notre envoyé spécial

Dans cette agence de voyage, naguère efficace, tout est devenu un problème. A commencer par la communication. Les employés parlent mal l'anglais. Ceux qui

étaient là auparavant ? « Paris, explique la dernière recrue de l'ancienne équipe. — Pour un meilleur travail ? — Non, pour émigrer. » L'émigration des cerveaux est le grand thème des conversations dans la colonie et la plus grave hypothèque qui pèse sur l'avenir de Hongkong comme centre de services après son retour sous l'administration chinoise en 1997. Longtemps, les autorités britanniques et les hommes de Pékin ont nié le phénomène et les risques qu'il comportait, affirmant que le problème était grossi par la presse. Ce n'est plus le cas

aujourd'hui, même si, de part et d'autre, on s'efforce de ne pas être alarmiste.

En fin de semaine, le *South China Morning Post*, l'un des deux grands quotidiens en anglais de Hongkong, contient un supplément de petites annonces de cent soixante pages, dont la grande majorité sont consacrées aux offres d'emplois ! Toutes les professions sont touchées : cadres, informaticiens, ingénieurs, professions libérales. Bref, tous ceux qui ont une qualification suffisante pour se reclasser à l'étranger sont des émigrés en puissance.

Bientôt, il n'y aura plus assez de pharmaciens (300 sur 680 disposent de passeports étrangers et s'apprêtent à partir). Dans une grande banque internationale, la rotation des cadres a atteint 30 % depuis le début de l'année, et le chef du programme d'information hésite à se lancer dans un plan de dix-huit mois, car il craint d'être « lâché » par certains membres de son équipe en cours de route, et il n'est pas sûr de trouver des remplaçants.

PHILIPPE PONS.
(Lire la suite page 4.)

Rétrospective Fernand Léger à la Fondation Maeght

La couleur militante

Déployée dans toutes les salles de la Fondation Maeght à Saint-Paul-de-Vence, une grande rétrospective Léger. Sans doute la plus belle exposition de l'été français.

« Quand je vois un tableau de Léger, je suis bien content », déclarait Apollinaire en 1913, dans ses *Peintres cubistes*. Et nous donc, face aux quatre-vingt-dix tableaux et soixante dessins réunis à la Fondation Maeght ! Qui nous permettent de suivre d'un bout à l'autre, de 1905 à 1955, la marche de l'œuvre de cet illustre Normand ; et de constater que sa mécanique picturale très perfectionnée fonctionne toujours à plein régime.

On l'avait un peu oublié, nos musées n'ayant pas fait trop d'efforts, ces derniers temps, pour nous le rappeler, comme s'il n'y avait plus rien à dire à propos de Léger, plus rien à découvrir, plus rien à signaler qui n'ait déjà été dit, découvert ou signalé. Ce qui n'est pas vrai, bien sûr. A preuve les idées un peu cartées que l'on se fait souvent de sa peinture en la ramenant à une

quantité industrielle d'images d'hommes-robots et de femmes aux têtes bêtes, chauves et rondes comme la lune, qu'auraient suivies bientôt quelques parties de pique-nique entre pylône et arbre quasi mort, celles-ci faisant l'apologie de la société mécanicienne, celles-là participant d'un univers populiste, du genre : paix et loisirs aux hommes de bonne volonté.

Léger qui, certes, avait des idées de gauche, et ne s'en est jamais caché, bien au contraire, n'était pas peintre à mélanger les genres, ni les choses de la peinture et de la vie, et tenait les unes à l'écart des autres. Peintre, il était réaliste — à savoir qu'il ne concevait pas son travail autrement qu'en termes de formes et de couleurs contrastées. Homme, il était idéaliste et rêvait d'un monde heureux et fraternel. Peintre, il militait pour la liberté de la peinture, homme, il militait pour la liberté de l'homme. Le mieux, c'est qu'il ait fait en sorte que dans ses tableaux les idées du peintre et de l'homme se recoupent et que cela se voie,

sans que l'on puisse parler de peinture militante ou engagée.

L'œuvre est pleine de ressources, dynamique sous des dehors souvent statiques, chaleureuse sous le couvert de la froideur, aussi proche que distante, moderne et classique tout à la fois, témoin d'une quête de valeurs permanentes et d'un souci d'avancer en conformité avec son temps : les temps modernes, dont la beauté porteuse de grands espoirs mérite une peinture *ad hoc*, belle, forte, précise, qui fonctionne comme une belle machine solide, bien conçue, capable de durer.

GENEVIÈVE BREERETTE.
(Lire la suite page 9.)

Festival d'Avignon

La route indienne de Catherine Clément ; « la Vie mode d'emploi » et « W », de Georges Perec. Page 8

M 0146 - 0725 0 - 6,00 F
379014600000 07250

SOLD ROD

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 6 dir. ; Tunisie, 700 m. ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 40 fr. ; Canada, 1,75 \$; Côte d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 10 kr. ; Espagne, 175 pes. ; G.-B., 60 p. ; Grèce, 180 dr. ; Irlande, 80 p. ; Italie, 2 000 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 40 t. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,50 fl. ; Portugal, 120 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 14 sh. ; Suisse, 1,80 L. ; USA, 1,50 \$; USA (West Coast), 1,75 \$.

Dates

Il y a cinquante ans

La bataille de l'Ebre

Le Monde

7, rue des Italiens,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-97-27
Tél. MONDIPAR 650 572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-51

Edité par la SARL Le Monde

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Robert Benoit-Méris (1944-1969)
Jacques Fauret (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter de
10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, gérant,
et Robert Benoit-Méris, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wouts

Rédacteur en chef : Daniel Verneil

Conseiller en chef : Claude Sales

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montparnasse, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-52 ou 45-55-91-71
Tél. MONDIPUB 206 136 F

Reproduction interdite de tous articles,
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

Microfilms et index du Monde

Renseignements au (1) 42-47-98-51

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composé 36-15 - Tapez LEMONDE

ABONNEMENTS

BP 507 09

75422 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tarif	FRANCE	REUNION	INDOCHINE	AUTRES PAYS
3 mois	354 F	399 F	504 F	617 F
6 mois	672 F	763 F	972 F	1 337 F
9 mois	954 F	1 069 F	1 404 F	1 932 F
1 an	1 200 F	1 300 F	1 600 F	2 300 F

ÉTRANGER :

Par voie aérienne

tarif sur demande.

Pour vous abonner

RENOYER CE BULLETIN

accompagné

de votre règlement

à l'adresse ci-dessus

ou par MINITEL

3615 LEMONDE

code d'accès ABO

Changements d'adresse : nous

prévenons nos abonnés par lettre

avant leur départ. Joindre la

bande d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN

D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois 6 mois 9 mois 1 an

☐ ☐ ☐ ☐

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire

tous les noms propres en capitales

d'imprimerie.

Le 25 juillet 1938 — deux ans et une semaine plus tôt, le général Franco avait soulevé les garnisons de l'armée d'Afrique au Maroc et celles des Canaries — débuté la bataille de l'Ebre, qui va, après un épiphénomène succès des forces gouvernementales, marquer le commencement de la fin de la II^e République espagnole.

Dernière offensive de l'armée républicaine : elle lance ses meilleures troupes dans le vain espoir que les démocraties vont comprendre le sens de sa lutte face à Hitler, qui, lentement mais sûrement, grignote la Tchécoslovaquie après l'Autriche. Cette bataille a pour but de repousser les troupes franquistes et ses alliés allemands et italiens sur l'autre rive du fleuve qui sépare la Catalogne du Levant.

Au camp de presse des correspondants de guerre où je me trouve depuis une semaine, le silence de l'état-major nous laisse prévoir qu'un événement nouveau se prépare. Dans la nuit du 24 au 25 juillet, je suis autorisé à prendre place dans un convoi de ravitaillement de la 14^e brigade internationale, la « Marsellaise » (francophone), rattachée à la 45^e division internationale. La nuit est courte, silencieuse, et les éléments de la « Garibaldi » (italienne) nous ouvrent la route. Pour leur ennemi, l'état-major républicain a autorisé quelques-uns des envoyés spéciaux à se joindre aux éléments qu'il a dirigés plus au nord, dans la poche de Gandesa, pour têter le terrain.

A l'aube du 25, la « Marsellaise » et des éléments de la « Garibaldi » réussissent à passer sur la rive droite face à Camprodon, entre Tortosa et Amposta, à la pointe du delta du grand fleuve. Ce sont les troupes de choc « André Marty » qui ont réussi l'opération à bord de barques vite repérées par les nationalistes ; ils déclenchent aussitôt un tir de barrage avec les pièces de 77 et de 155 de la légion allemande Condor et du corps de troupes des volontaires italiens (CTV). Les dégâts infligés aux brigades obligent ces dernières à retirer leurs forces de choc, qui laissent des nombreux cadavres sur la rive opposée mais parviennent à ramener leurs blessés. Une nouvelle tentative est repoussée par les nids de mitrailleuses des Marocains. Seuls quelques isolés ont réussi l'exploit de franchir le fleuve à la nage et s'accrochent sur la rive opposée, dans une situation plus que précaire. Les premiers avions italiens apparaissent pour mitrailler le terrain devant une DCA républicaine paralysée par le manque de munitions.

Avec quelques confrères britanniques, j'ai pu remonter vers Gandesa, qui reste la plaque tournante de la manœuvre. Là, nous voyons des éléments plus importants déjà en place : des pontons, une cinquantaine de chalands ainsi que des éléments de passerelles. Les Polonais et les Slaves de la 13^e brigade internationale, partis d'Asco, doivent débiter les défenses adverses au nord-ouest de Gandesa, tandis que les 11^e et 15^e BI attaqueront plus au sud. L'état-major républicain a de bonnes cartes en main : ses troupes tiennent les hauteurs et Gandesa se trouve au fond de la profonde vallée de l'Ebre. Le but est de refermer les deux mâchoires de l'état avec les forces purement espagnoles des 27^e et 46^e divisions par le nord et le sud.

Les républicains victimes de leur aviation

Les événements vont, pour l'instant, conforter l'optimisme qui règne dans le camp gouvernemental. Aux yeux du chef du gouvernement de Barcelone, les puissances démocratiques, comme la France et la Grande-Bretagne par exemple, ne peuvent plus longtemps rester indifférentes devant les insolents succès de Hitler en Europe centrale. Le docteur Negrin, président du Conseil, espère qu'un conflit qui n'écartera qu'un an plus tard peut permettre à la république espagnole de recevoir des secours, puisqu'elle sera dans le camp des démocraties contre le nazisme et le fascisme. Qui pourrait ou oserait croire que bientôt les accords de Munich, et, plus tard, le pacte germano-soviétique, vont laisser le chef du III^e Reich seul maître de la situation ?

CORRESPONDANCE

A la suite de l'article de Claudio Ingerlorm sur le millénaire du baptême de la Russie (le Monde daté 5-6 juin), M. Olivier Clément, professeur à l'Institut de théologie orthodoxe Saint-Serge, nous communique les observations suivantes :

1) Les « signes inversés » donnés par les « fols en Christ » ne sont tels que par rapport à la pesanteur et à l'hypocrisie de « ce monde ». Ils sont par contre tout à fait conformes à l'esprit des Béatitudes. Jamais, que je sache, les « fols » n'ont jeté des pierres sur les églises. On rapporte du seul Basile le Bienheureux qu'il jetait des pierres sur les maisons des bien-pensants et vénérables celles des

Parmi les combattants, qui se battent avec le même courage dans un camp comme dans l'autre, ces raisons de géostratégie n'ont aucun écho. Pour les uns, il s'agit de faire renaitre une Espagne « une, grande, libre » ; pour les autres, d'empêcher le fascisme de passer. L'Union soviétique garde quelques mois ses distances. L'aide s'est relâchée, comme si Staline, déjà, soupçonnait à l'arrière pour se partager la Pologne. Quel homme du front, sur un bord ou sur l'autre de l'Ebre, pourrait envisager ce cas de figure alors que la rébellion de Franco se présente comme une croisade antisoviétique ?

Pour l'instant, les républicains, notamment ceux de la 13^e brigade internationale ne pensent qu'à cette bataille dans laquelle ils sont engagés. Ils viennent de s'emparer d'une

taille se trouvait coupée en deux : la Catalogne à l'Est, restant liée à la frontière française avec le président de la République et le gouvernement Negrin à Barcelone ; la zone Centre avec la junte de défense de Madrid aux ordres du général Mija, une partie de la Nouvelle-Castille, de la Manche du Levant et quelques portions des provinces andalouses.

Dans un état-major de division qui a reçu la visite d'un groupe de correspondants de guerre, nous allions pouvoir assister à l'effroyable tir roulant de l'artillerie allemande et italienne qui empêchera toute concentration de troupes républicaines pour un repli organisé. Les premiers à prendre la fuite, abandonnant armes et munitions, sont ceux-là mêmes qui deux ans auparavant

tre du gouvernement tchécoslovaque avant de connaître les persécutions staliniennes, écrit dans son livre *Espagne : « Dans ma brigade, la 13^e, qui comptait mille cinq cents combattants, quatre-vingt-deux seulement se présentèrent un matin, à la distribution de café... »*

Les dernières cartouches

Nous savons que, désormais, la bataille de l'Ebre arrive à son terme et qu'elle va sonner le glas de la République espagnole. Elle avait débuté le 25 juillet, mais, trois semaines auparavant, le Comité de non-intervention avait accepté la proposition britannique pour



ROUIL.

importante position d'artillerie ennemie, dont les canons sont aussitôt retournés contre leurs anciens propriétaires. Plusieurs centaines de franquistes sont prisonniers dans le cimetière de Gandesa, occupé au cours d'un bref assaut. Des groupes de commandos ont même réussi à atteindre le cœur de la ville, mais ils vont y rencontrer une vive opposition. Ce n'est cependant pas cette résistance qui va les obliger à évacuer la ville mais bien leur propre aviation, qui, se trompant d'objectif, effectue des tirs d'appui en rassemblement et mitraille les « internationaux » privés de liaisons radio.

Maîtres de Gandesa, les nationalistes, qui ont fait venir des renforts de troupes marocaines, montagnards habitués à se battre sur des terrains difficiles et sous une température torride, déplacent la bataille dans les calcaires des sierras de Caballés et de Pandols. La « colline de la mort » (côte 481) change dix fois de mains, mais les Anglo-Américains du « MAC-PAP » (Canadiens), du « Lincoln » (Américains) et du « British » (Britanniques et Irlandais) s'y maintiennent.

Il y a un an exactement les républicains avaient remporté la sanglante bataille de Belchite (haut Aragon), qui leur avait donné tant d'espoir. Mais Belchite n'avait pu résister longtemps sous la poussée conjuguée des Allemands, des Italiens et des « requetés », monarchistes aragonais. Cette partie du front était alors devenue le « talon d'Achille » des Républicains car les rudes officiers franquistes, formés pendant les combats du Rif au Maroc, savaient que c'était là qu'ils devaient frapper fort, sur la rive droite de l'Ebre, pour s'emparer des routes de Lerida, aboutissant à Tarragone, donc à Barcelone, et d'Alcaniz, conduisant au delta de l'Ebre et, à Vinaroz, vers Valence. Dès lors, si la manœuvre aboutissait, la zone gouvernemen-

étaient courageusement montés en ligne : les anarchistes de la FAI-CNT (1), dont l'indiscipline et la folle témérité n'étaient pas les plus grandes qualités. Il est vrai que les conseillers soviétiques eux-mêmes ne cherchent qu'une occasion de se replier sur Barcelone, Moscou leur ayant donné l'ordre formel de ne pas se laisser prendre.

Débandade vers la Catalogne

J'ai réussi à atteindre le PC du général Walter, qui, dans cette débandade généralisée, fait exception : gardant tout son sang-froid, il a établi son état-major au plus près du feu, à Alcaniz. Par ses « sonnettes » placées aux bons endroits, il sait l'arrivée imminente des « tanques » italiennes, à Alcaniz à cinquante kilomètres de son poste de commandement. Il doit donc revenir à Caspe où il reçoit un renfort inespéré : les premiers échelons de combat de la « Marsellaise » (la 14^e BI), laquelle, aux ordres du Français Marc Sagnier, a réussi, par des routes imaginables, à quitter ses bivouacs de l'Escorial, au nord-ouest de Madrid ; mais ses effectifs, hélas, sont tombés de dix mille à trois mille hommes.

Maintenant, ce sont les dernières brigades internationales (regroupées dans la 35^e division et une partie de la 45^e, qui revient d'Estrémadure), auxquelles sont ajoutés les « fonds de tiroirs » de la base d'instruction des BI d'Albacete, qui vont devoir s'établir sur une ligne de résistance entre l'Aragon et la Catalogne. Mais le front craque sous l'irrésistible poussée des éléments blindés italiens, allemands, et les divisions franquistes déboulent vers la côte des Orangers par le col de Miro et Morella. Arthur London, dont nous avons pu admirer le courage, et qui deviendra, après la seconde guerre mondiale, minis-

le retrait de toutes les troupes étrangères combattant en Espagne. L'Italie, arrogante, s'était livrée, comme à l'habitude, à un marchandage : son corps des troupes volontaires ne reviendrait à Gènes qu'à condition que la Grande-Bretagne reconnaisse de jure le nouvel empire italien résultant de la conquête de l'Éthiopie. En fait, Rome ne retirera du front espagnol que quelques escadrons, trains-savates et « disciplinaires », et laissera sur place ses blindés, ses artilleurs, ses aviateurs. Il en sera de même pour la légion allemande Condor.

Le gouvernement républicain, lui, va tenir ses engagements : le 23 septembre 1938, les brigades internationales sont retirées du front. Le 28 octobre, c'est l'épouvantable bombardement de Barcelone. Ces hommes de cinquante-deux nations venus en Espagne défendre la cause de la démocratie connaissent tout une nouvelle guerre, internationale celle-là, quelques mois plus tard. Mais déjà, dans ces derniers combats sur l'Ebre, ils ont laissé leurs derniers camarades ensevelis à la hâte dans des tombes que l'on ne retrouvera jamais : trois mille morts auxquels il faut ajouter sept mille blessés dont la plupart seront achevés sur place. Ils ont aussi laissé trois mille prisonniers et l'on sait le sort qui leur fut réservé. Et tandis que les réserves se replient en pleine déroute vers Tarragone, Barcelone, Figueras et la frontière française, ils se seront internés, à Madrid, ce sera l'affrontement entre les partisans de la lutte à outrance et ceux qui espèrent une paix de compromis que Franco, certain de sa victoire, ne leur accordera jamais.

LEO PALACIO.

Auteur de *La Madone espagnole ou la Guerre d'Espagne comme répétition du deuxième conflit mondial*. Bibliothèque historique Privat (1986).

(1) FAI : Fédération anarchiste ibérique ; CNT : Confédération nationale du travail.

Boulgakov et le problème juif

M. Nikita Staline, professeur à l'université de Paris-X-Nanterre, estime que sa pensée a été déformée « par omission » dans le compte rendu que nous avons publié de son intervention sur « le problème juif dans la vision théologique de Serge Boulgakov », au colloque de Genève sur le millénaire de l'évangélisation de la Russie (le Monde du 21 juin).

L'opposant, écrit-il, le mouvement d'honneur de Serge Boulgakov en 1921, consigné dans son journal intime non destiné à la publication, a sa dénonciation vigoureuse du racisme nazi et de la persécution des juifs dans plusieurs études qui datent de 1941 et 1942.

Les deux

Sous le

pa

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Le

Ebre

Le 24 juillet 1988, le journal Ebre a été publié à Paris. Il contient des nouvelles de la région de la Garonne, des informations sur la situation politique en Espagne, et des articles de fond sur l'économie et la culture.

Le 24 juillet 1988, le journal Ebre a été publié à Paris. Il contient des nouvelles de la région de la Garonne, des informations sur la situation politique en Espagne, et des articles de fond sur l'économie et la culture.

Le 24 juillet 1988, le journal Ebre a été publié à Paris. Il contient des nouvelles de la région de la Garonne, des informations sur la situation politique en Espagne, et des articles de fond sur l'économie et la culture.

Le 24 juillet 1988, le journal Ebre a été publié à Paris. Il contient des nouvelles de la région de la Garonne, des informations sur la situation politique en Espagne, et des articles de fond sur l'économie et la culture.

Le 24 juillet 1988, le journal Ebre a été publié à Paris. Il contient des nouvelles de la région de la Garonne, des informations sur la situation politique en Espagne, et des articles de fond sur l'économie et la culture.

Le 24 juillet 1988, le journal Ebre a été publié à Paris. Il contient des nouvelles de la région de la Garonne, des informations sur la situation politique en Espagne, et des articles de fond sur l'économie et la culture.

Le 24 juillet 1988, le journal Ebre a été publié à Paris. Il contient des nouvelles de la région de la Garonne, des informations sur la situation politique en Espagne, et des articles de fond sur l'économie et la culture.

Le 24 juillet 1988, le journal Ebre a été publié à Paris. Il contient des nouvelles de la région de la Garonne, des informations sur la situation politique en Espagne, et des articles de fond sur l'économie et la culture.

Le 24 juillet 1988, le journal Ebre a été publié à Paris. Il contient des nouvelles de la région de la Garonne, des informations sur la situation politique en Espagne, et des articles de fond sur l'économie et la culture.

Le 24 juillet 1988, le journal Ebre a été publié à Paris. Il contient des nouvelles de la région de la Garonne, des informations sur la situation politique en Espagne, et des articles de fond sur l'économie et la culture.

Le 24 juillet 1988, le journal Ebre a été publié à Paris. Il contient des nouvelles de la région de la Garonne, des informations sur la situation politique en Espagne, et des articles de fond sur l'économie et la culture.

Le 24 juillet 1988, le journal Ebre a été publié à Paris. Il contient des nouvelles de la région de la Garonne, des informations sur la situation politique en Espagne, et des articles de fond sur l'économie et la culture.

Le 24 juillet 1988, le journal Ebre a été publié à Paris. Il contient des nouvelles de la région de la Garonne, des informations sur la situation politique en Espagne, et des articles de fond sur l'économie et la culture.

Le 24 juillet 1988, le journal Ebre a été publié à Paris. Il contient des nouvelles de la région de la Garonne, des informations sur la situation politique en Espagne, et des articles de fond sur l'économie et la culture.

Le 24 juillet 1988, le journal Ebre a été publié à Paris. Il contient des nouvelles de la région de la Garonne, des informations sur la situation politique en Espagne, et des articles de fond sur l'économie et la culture.

Le 24 juillet 1988, le journal Ebre a été publié à Paris. Il contient des nouvelles de la région de la Garonne, des informations sur la situation politique en Espagne, et des articles de fond sur l'économie et la culture.

Jugés trop européens

Les deux commissaires britanniques à Bruxelles sont écartés par M^{me} Thatcher

LONDRES
de notre correspondant

M^{me} Thatcher a confirmé la teneur de ses convictions européennes en décidant, vendredi 22 juillet, de ne pas renouveler le mandat de quatre ans des deux commissaires britanniques à Bruxelles. Bien que cette décision ne soit pas publiquement motivée, tous deux s'étaient montrés trop pro-européens à son goût. « Ils avaient adopté le mode de vie indigène », entend-on dire ici à propos des deux intéressés, lord Cockfield (conservateur) et M. Clinton Davis (travailliste).

M^{me} Thatcher reprocherait particulièrement à lord Cockfield d'avoir pris position en faveur de la création d'une banque centrale européenne et d'avoir milité pour l'harmonisation de la TVA en Grande-Bretagne avec celle des autres pays de la Communauté, une mesure très impopulaire ici parce qu'elle institue une taxe sur des produits qui n'y étaient pas soumis, tels que les vêtements pour enfants.

On explique à Downing Street que, contrairement aux autres pays européens, la Grande-Bretagne n'a pas pour tradition de proposer ses commissaires sortants pour un

second mandat. M^{me} Thatcher a, cependant, au moins rompu avec un usage britannique pour le Royaume-Uni. Cette attitude a convaincu le « Daily Telegraph » d'être considéré comme un bienfait quasi inévitable par ses collègues britanniques. Elle avait donc ses limites.

Le départ de lord Cockfield est regrettable, l'arrivée de M. Leon Brittan, ministre de l'Énergie, n'est guère satisfaisante de ce qui se passe. Il souhaitait, il a dit, une Commission forte, compétente et homogène. Il venait sans plaisir quitter Bruxelles des hommes comme lord Cockfield ou Willy De Clercq, le commissaire belge chargé des relations extérieures, qui l'ont efficacement épaulé pendant les quatre précédentes années.

PHILIPPE LEMAITRE.

Regrets

BRUXELLES
de notre correspondant

La décision de M^{me} Thatcher n'a pas été une surprise. On s'est pourtant demandé jusqu'au bout, à Bruxelles, si elle compromettrait finalement l'erreur de privar la Commission, et la construction européenne, d'un vice-président dont tout le monde s'accorde à dire qu'il a accompli une tâche remarquable. « Je n'avais jamais pensé être désigné pour cette mission. Mais cela aurait été une grande joie d'être en mesure de la conduire jusqu'au bout et d'avoir pu être profitable, je veux l'espérer, pour la Communauté tout entière », écrit lord Cockfield dans un court communiqué, empreint de mélancolie, publié vendredi. Des mots auxquels tous souscrivent.

C'est lord Cockfield et son équipe qui, en 1985, présentèrent le Livre blanc qui décrit dans le détail les textes à adopter pour

assurer d'ici à la fin de 1992 la libre circulation complète des personnes, des marchandises, des services et des capitaux entre les douze pays de la Communauté. La transformation du projet, durant cette même année 1985, en programme de relance de la Communauté, approuvé en décembre, à Luxembourg, sous le nom d'Acte unique, fut l'œuvre de quelques hommes déterminés à ne pas laisser s'effriter la construction européenne.

M. Jacques Delors et lord Cockfield y figurent aux premières places aux côtés de François Mitterrand, Bettino Craxi et Helmut Kohl. L'affaire lancée au plan politique, le vice-président de la Commission déploya une grande énergie et beaucoup de talent pour la mettre en œuvre.

Lord Cockfield, acteur discret mais convaincant, était parvenu à se faire entendre de M^{me} Thatcher, à lui faire admettre que l'opération en cours, en dépit de

contraintes certaines, présentait, au bout du compte, des avantages indéniables pour le Royaume-Uni. Cette attitude a convaincu le « Daily Telegraph » d'être considéré comme un bienfait quasi inévitable par ses collègues britanniques. Elle avait donc ses limites.

Le départ de lord Cockfield est regrettable, l'arrivée de M. Leon Brittan, ministre de l'Énergie, n'est guère satisfaisante de ce qui se passe. Il souhaitait, il a dit, une Commission forte, compétente et homogène. Il venait sans plaisir quitter Bruxelles des hommes comme lord Cockfield ou Willy De Clercq, le commissaire belge chargé des relations extérieures, qui l'ont efficacement épaulé pendant les quatre précédentes années.

PHILIPPE LEMAITRE.

La présidence grecque de la CEE

Athènes envisage avec prudence la création d'un espace social européen

La Grèce assure, depuis le 1^{er} juillet, la présidence de la CEE. L'Espagne prendra la relève au premier semestre de 1989 et la France assurera cette fonction les six derniers mois de l'année prochaine. Un an et demi de gouvernement à majorité socialiste à la tête de la Communauté ne devrait cependant guère modifier le cours actuel de la construction européenne.

ATHÈNES
de notre envoyé spécial

« Je ne crois pas que l'on puisse dire qu'il y aura une continuité socialiste », M. Théodore Pangalos, le ministre grec des affaires communautaires, souhaite à l'évidence rassurer les gouvernements européens de droite mais aussi tempérer les espoirs nés au sommet de Hanovre sur la création d'un « espace social européen ». M. Andréas Papanikolaou et Felipe Gonzalez avaient déclaré que ce dossier serait la prio-

rité de leur présidence. M. François Mitterrand lui-même avait indiqué que la réalisation d'un grand marché devait s'accompagner d'avantages pour les travailleurs. Les Grecs se montrent maintenant extrêmement prudents même si, officiellement, ils continuent de parler d'« espace social unique ». Athènes sait combien les pays du nord de l'Europe — à l'exception de l'Irlande — sont réticents à engager un tel débat entre les Douze. A ce stade, même au niveau de la Commission de Bruxelles, les projets sont modestes, et surtout portent sur des thèmes peu nouveaux : protection, sécurité et hygiène sur les lieux de travail, égalité des chances entre hommes et femmes à la recherche d'un emploi, formation professionnelle des jeunes, etc.

La seule initiative d'importance prise par l'exécutif communautaire dans ce domaine concerne le statut des sociétés européennes qui prévoit l'entreprise qui accèdera de l'adopter la participation des travailleurs à sa gestion. Encore qu'il ne s'agisse pas d'harmoniser réellement

les règles en vigueur des Etats membres. La Commission offre, en effet, un choix entre trois formules, permettant ainsi à la France et à l'Allemagne fédérale de ne pas modifier leur législation dans ce domaine si un accord intervenait à ce sujet.

Le gouvernement hellénique va tenter aussi d'enregistrer quelques progrès sur les contrats de travail et de les uniformiser un tant soit peu en rendant obligatoires certaines dispositions en matière de protection sociale. Mais les Grecs ne se font pas beaucoup d'illusions quant à des avancées décisives. M. Pangalos est en ce point plus net à ce sujet : « Nous n'aimons pas l'approche sociale par le marché intérieur. Nous aurions dû aborder l'avenir des travailleurs européens de façon autonome. » Il est vrai que ce sont les conséquences prévisibles de l'abolition des frontières barrières aux échanges de marchandises, de services et de capitaux qui ont conduit les responsables communautaires à relancer le débat.

Pourtant, Athènes n'a aucunement l'intention de retarder le cheminement sur la voie d'aujourd'hui confirmée au dernier conseil européen par la décision d'une procédure de relance de l'Union monétaire. Le gouvernement de M. Papanikolaou souhaite ne laisser aucun doute à ses partenaires de la CEE sur sa volonté de faire avancer les dossiers considérés comme prioritaires par les Douze. En tout cas, M. Papanikolaou, le ministre de l'Économie, paraît déterminé à jouer le jeu : « D'ici à la fin de l'année, il nous faut absolument débayer le terrain sur les mesures d'accompagnement à la libération des mouvements de capitaux ».

L'épineux problème de la TVA

Au premier rang figure le rapprochement, sinon l'harmonisation, des prélèvements sur les revenus de l'épargne. Les Grecs peuvent jouer dans cette affaire un rôle non négligeable d'arbitre entre, d'un côté, les Français — qui sont les principaux demandeurs afin de protéger l'argent placé chez eux — et, de l'autre, les Allemands, les Britanniques et les Néerlandais. En effet, Athènes n'impose pas les épargnants, mais ne peut pourtant concurrencer les grandes places financières européennes.

En revanche, le projet d'instaurer des fourchettes communes pour l'application de la TVA soulève les craintes les plus vives dans les milieux allemands, hollandais et français. « C'est le problème le plus épineux », estime M. Roumeliotis. Rappelant que ce dossier reste, quoi qu'il en soit, essentiel pour la prési-

dence grecque, le ministre précise qu'il est difficile pour tout le monde.

A l'entendre, les jeux sont loin d'être faits. Le Royaume-Uni et l'Irlande feront les plus difficiles avant d'abandonner leur taux zéro pour nombre de produits de première nécessité. Pour sa part, Bruxelles, conforté par un récent accord de la Cour européenne de justice — qui juge contraire à la législation de la CEE le principe d'exemption de la taxe à la consommation — maintient son idée de supprimer les dérogations actuelles.

Se pose ensuite la question des pertes de recettes, qui seront substantielles pour plusieurs Etats membres, d'autant que l'affaire se complique avec l'harmonisation envisagée pour les droits perçus sur les cigarettes, les boissons alcoolisées et les produits pétroliers. Et M. Roumeliotis de donner un exemple : « Une réduction des taxes de TVA nous conduira à abandonner une partie de la production de tabac ».

Grands travaux d'infrastructure

Pour les Grecs, l'obstacle n'est pas seulement fiscal, encore qu'il faudra trouver dans certains pays, estime-t-il, un nouveau rapport entre fiscalité directe et fiscalité indirecte. Le dossier comporte également des éléments importants en termes d'équilibre économique. Bien que loin de la moyenne communautaire (3 %), le coût de la vie en Grèce a été sensiblement freiné. Athènes est persuadée qu'il faut poursuivre le mouvement pour garder le contact avec les partenaires européens. Une réduction des taxes de TVA, considère le ministre de l'Économie, peut favoriser les importations, et donc une reprise de l'inflation.

La détermination d'Athènes à remplir sa tâche en fonction des orientations définies sous la présidence allemande ne l'empêche cependant pas de garder en mémoire ses intérêts les plus tangibles. Ainsi, les Grecs pensent tirer parti du projet encore vague de financement communautaire pour les grands travaux d'infrastructure, notamment de transports. Mais le thème qui revient constamment, quelle que soit la personnalité rencontrée, est celui de « l'Europe du citoyen ». L'amélioration des relations avec l'Europe de l'Est est tout aussi chère à Athènes. Le récent accord entre la Communauté et le COMECON (l'organisation économique qui regroupe l'Union soviétique et ses alliés du pacte de Varsovie) donnera aux Grecs l'occasion de développer le sujet.

MARCEL SCOTTO.

URSS : un hebdomadaire dénonce les privilèges d'un clan

Survivances brejnéviennes

Si l'on en croit l'hebdomadaire soviétique *Nedelj* (la Semaine), il existe en Union soviétique un véritable « clan » d'anciens privilégiés de l'époque de Brejnev qui, six ans après la mort de ce dernier, continuent à vivre largement et à bénéficier de leurs anciens avantages. La revue soupçonne notamment Igor Chicholokov, fils de l'ancien ministre de l'Intérieur, le général Nikolai Chicholokov, d'en faire partie. Le général, précise *Nedelj*, s'était suicidé, ainsi que sa femme, deux ans après avoir été inculpé, au lendemain de la mort de Brejnev. C'est d'ailleurs, semble-t-il, la première fois qu'un organe de presse soviétique confirme le suicide de l'ancien ministre et de son épouse.

Accompagnant son article d'une description des différents franges de la classe de Lénine Brejnev, ainsi que de celles d'André Yourovitch son petit-fils, *Nedelj* conclut

sur une définition de ce qui, à ses yeux, constitue le fait « de vivre à la Brejnev » : c'est « boire, prendre et tout permettre aux autres pourvu que ces autres soient les siens ».

La Pravda, quant à elle, le ministre de la sécurité sociale de la fédération de Russie, M. Viktor Kazatchev, indiquait, mercredi 20 juillet, que les membres les plus proches du clan de l'ancien chef du Kroum avaient été privés des privilèges qu'ils recevaient « indûment ». Décision dont la date n'a pas été précisée et qui concernait, outre la fille de M. Brejnev, Galina, son frère Iekov, son fils Youri ainsi que le père de son gendre. En outre, M. Tchoubaïnov, un des premiers ministres de la fédération de Russie, fut vice-ministre de l'Intérieur de l'URSS, fait actuellement l'objet d'un procès pour concussion et abus de pouvoir. — (AFP.)

PORTUGAL

Le Parlement étend les possibilités de licenciement

LISBONNE
de notre correspondant

A l'issue d'un véritable marathon, le parlement a approuvé dans la nuit du jeudi 21 au vendredi 22 juillet deux importants projets de loi. Le premier modifie radicalement la structure de la propriété, là où s'applique la réforme agraire ; l'autre instaure un nouveau régime fiscal. La veille, l'hémicycle avait déjà voté favorablement une deuxième version de la législation libéralisant les licenciements. Une première version de ce dernier projet de loi, hautement controversé, avait été adoptée par les seuls députés du Parti socialiste démocrate du premier ministre, M. Carlos Silva, il permettait le licenciement des travailleurs « non adaptés aux conditions de production » et donnait aux patrons la possibilité de ne pas réadmettre, sous prétexte de risque de détérioration du climat social dans l'entreprise, un salarié dont le licenciement aurait été déclaré non justifié par le tribunal du travail. Ce premier texte avait été rejeté par le tribunal constitutionnel.

Tout aussi contesté est le nouveau régime fiscal. Pour l'opposition, il vise à aggraver les charges qui pèsent sur le travail et à alléger les impôts sur le capital. Tel n'est pas,

naturellement, le point de vue du gouvernement, qui, pour défendre ses propositions, évoque, comme pour la nouvelle législation du travail, le régime en vigueur dans la plupart des pays européens.

Aucun problème de constitutionnalité ne se pose pour l'augmentation des honoraires des responsables politiques. Mais la question n'est pas pour autant moins chaude. Suivant les instructions du ministère des finances, les administrations des entreprises publiques avaient fixé pour cette année un seuil de 6 à 6,50 %, qui correspondait aux estimations officielles du taux d'inflation.

JOSÉ REBELO.

● ESPAGNE : un policier fondeur du GAL 7. — Après l'inculpation la semaine dernière de deux policiers soupçonnés de liens avec le Groupe anti-terroriste de libération (GAL), un juge espagnol affirme dans un rapport que l'un d'eux, Michel Domínguez, est un des fondateurs du mouvement anti-séparatiste. Les deux hommes devraient être jugés pour participation à six tentatives d'assassinat, appartenance à une organisation terroriste et participation à des activités terroristes. Le GAL est responsable de la mort de vingt-trois Basques en France depuis 1983. — (Reuters.)

A TRAVERS LE MONDE

Liban

Sept morts dans un attentat à la voiture piégée

L'explosion d'une voiture piégée a fait sept morts et cinquante blessés vendredi 22 juillet dans une rue de Beyrouth-Ouest (nos dernières éditions du 23 juillet), attentat visant apparemment la présence syrienne au Liban. Le véhicule, bourré de 15 kilos de TNT, a sauté à quelques mètres d'un point de contrôle syrien des bureaux d'immigration du Parti baas arabe, dans le secteur de Cole, contrôlé par les Syriens. Quatre importants attentats à la bombe ont eu lieu dans ce quartier depuis 1975. La déflagration a tué sur le coup trois soldats libanais et quatre civils qui circulaient en voiture, selon des témoins. Un soldat syrien a indiqué que trois de ses compatriotes avaient été hospitalisés. — (Reuters.)

Nicaragua

Dissensions au sein de la Contra

Le commandant militaire des rebelles nicaraguayens de la Contra, le colonel Enrique Bermudez, va démissionner officiellement de son poste de chef des forces armées, mais continuera, en fait, à superviser les activités de la guérilla. C'est ce qu'a annoncé vendredi 22 juillet un haut responsable de la Contra, M. Alfredo Cesar, membre du directoire politique de ce mouvement. Selon M. Cesar, la modification des attributions du colonel Bermudez vise à calmer les protestations suscitées par son élection lundi 18 juillet au directoire politique, ce qui avait été perçu comme une reprise en main de la Contra par les partisans de la plus dure, opposée aux négocia-

tions de paix avec les sandinistes de Managua.

Par ailleurs, les Etats-Unis, qui ont expulsé la semaine dernière l'ambassadeur du Nicaragua, M. Carlos Tunnenmann, viennent de lui refuser un visa d'entrée. M. Tunnenmann avait demandé à regagner Washington en tant que représentant permanent de son pays à l'Organisation des Etats américains (OEA), dont le siège est dans la capitale fédérale américaine.

De son côté, le département d'Etat a annoncé, vendredi 22 juillet, raison à l'armée contre la Slovaquie dans la querelle qui les oppose sur la langue dans laquelle doivent se tenir les débats du procès de trois journalistes et d'un sous-officier slovaque qui se poursuit devant la cour militaire de Ljubljana (le Monde du 23 juillet). La présidence de la Slovaquie avait saisi, jeudi, la plus haute instance fédérale, lui demandant d'établir la constitutionnalité et la légalité de la procédure judiciaire. Selon les autorités slovaques, la conduite des débats au cœur de la Slovaquie en langue serbo-croate (alors que celle des accusés est le slovaque) est « en contradiction avec la Constitution de la Slovaquie et celle de la fédération ». Près de huit mille personnes, selon l'agence yougoslave Tanjug, ont assisté, vendredi soir, à un meeting de protestation contre le procès. — (AFP.)

Yugoslavie

L'armée obtient gain de cause contre la Slovaquie

La présidence fédérale de l'Etat yougoslave a donné, vendredi 22 juillet, raison à l'armée contre la Slovaquie dans la querelle qui les oppose sur la langue dans laquelle doivent se tenir les débats du procès de trois journalistes et d'un sous-officier slovaque qui se poursuit devant la cour militaire de Ljubljana (le Monde du 23 juillet). La présidence de la Slovaquie avait saisi, jeudi, la plus haute instance fédérale, lui demandant d'établir la constitutionnalité et la légalité de la procédure judiciaire. Selon les autorités slovaques, la conduite des débats au cœur de la Slovaquie en langue serbo-croate (alors que celle des accusés est le slovaque) est « en contradiction avec la Constitution de la Slovaquie et celle de la fédération ». Près de huit mille personnes, selon l'agence yougoslave Tanjug, ont assisté, vendredi soir, à un meeting de protestation contre le procès. — (AFP.)

En Allemagne de l'Ouest

Mise en place d'une « conférence nationale sur l'Europe »

Bonn
de notre correspondant

Le chancelier fédéral a annoncé la mise en place, à l'automne prochain, d'une « conférence nationale sur l'Europe », qui réunira des représentants du gouvernement, des fédérations patronales et des syndicats ouest-allemands. Cette instance permanente, s'il est expliqué jeudi 21 juillet à Bonn, constituera un forum national où seront traitées en commun les questions européennes essentielles, à la lumière des intérêts allemands. « Ceci, a-t-il ajouté, pour faciliter la transition vers le marché unique de 1992 pour nos entreprises, nos salariés et nos consommateurs ».

Le président de la Commission européenne, M. Jacques Delors, ne cesse de plaider pour que la dimension sociale de l'Europe ne soit pas oubliée dans la préparation du marché unique. Mais le chef du gouvernement de Bonn doit aussi prendre en compte la grogne grandissante de ses concitoyens au fur et à mesure qu'approche l'échéance de 1992. Un récent sondage, publié par la Commission de Bruxelles, montre que les Allemands perdent foi en la CEE.

Seulement 49 % des personnes interrogées ont répondu que l'appartenance de la RFA à la Communauté est une bonne chose. A l'automne 1987, ils étaient 62 %. Cette brusque chute est liée au fait que les Allemands estiment l'Europe trop coûteuse pour eux. Le ministère des finances de Bonn ne leur a-t-il pas affirmé que les récentes augmentations d'impôts indirects servaient à approvisionner les caisses communautaires ?

Les Allemands sont également inquiets de l'uniformisation des règlements qu'impliquera le marché unique dans des domaines comme les conditions de travail, les règles d'hygiène, les normes de sécurité, les dispositions antipollution, où ils pensent, à tort ou à raison, être en avance sur leurs partenaires. Déjà, M. Ernst Breit, président de la Fédération des syndicats allemands et de la Confédération européenne des syndicats, a mis le chancelier en garde : pas question de brader les conventions collectives allemandes, qui sont en général les plus favorables de la CEE. Face à cette vague de méfiance, M. Kohl, doit donc jouer la concertation et tenter de désamorcer des réactions anti-européennes plus violentes qui commencent à se dessiner. — (Interim.)

Les affrontements auraient cessé depuis la signature de l'accord de New-York

Le Rassemblement pour la République (RPR) a approuvé samedi 23 juillet, au Mont-Dore, l'adhésion de la banque de France, l'acceptation et les propositions de démission de son président, et les propositions de loi concernant l'avenir institutionnel de l'Algérie devant plus d'un millier de députés du parti « loyaliste » réunis en congrès. Le député RPR du territoire, Edouard Lalleu, a obtenu, sans difficulté, la confiance des députés. En conclusion, au terme de vœux très applaudis, il a déclaré, en termes d'adhésion unanime de son parti, qu'il s'agit d'un grand jour de débats, l'adhésion engagée lors de la signature du texte avec le président de la République. M. Jean-Marie Tjebkema, député RPR, a déclaré que le RPR est le parti de la majorité, le parti du premier ministre, M. Michel Rocard. Le 20 juin, à Paris, l'exception faite des « bourgeois » et des « bourgeois », les députés « loyalistes » qui craignent de « trahir » le RPR pour compte, « dans la région du Nord à dominante industrielle », ont voté en faveur du nouveau programme du RPR. L'essentiel de la discussion a porté sur la restauration de la paix et de la sécurité, et sur la nécessité de la « coopération nécessaire ».

L'obsession de M. Rocard

[illegible]

rapport de travail et les décisions
collectives des Avenir National du Sud
le ministre de la solidarité avec
pour ces raisons des problèmes
collectifs et un peu plus de
la grande majorité des membres
et pouvoir d'élire la région muni-
cipale de la ville de la province, à
la Direction générale de l'éducation et
des médias, ainsi que M. M. M. M.
de la ville de la région des relations

Chaque jour, des centaines de personnes se rassemblent devant le siège du parti communiste à Paris pour manifester.

• **Mantien en détention.** — Le **sans** d'accusation de la cour d'appel de Paris a rendu, jeudi

41 juillet un arrêt confirmant l'ordonnance de maintien en détention rendu le 5 juillet contre par M Jean-Louis Mazzeras, premier juge d'instruction au tribunal de Paris, concernant l'un des militants du FLNAs membres dans le cadre de l'indulteur sur la grise d'otages d'Olivier David Aubourgprope.

Le parquet avait fait appel de cette ordonnance de maintien en détention. David Aubourgprope avait, de plus, obtenu mandat de déché de 6 mois.

...d'arrêter sous l'incrimination d'association rebelle commise par personnes armées, séquestration illégale avec prison illégale, association de malfaiteurs à la suite de l'assassinat de quatre gendarmes suite le 22 avril à Pauvaux.

l'œuvre des institutions du commerce de Nouvelle-Calédonie, prévu le 25 septembre en évocation des contestations qui se déroulent du côté du FLNCS, au l'inspecteur général M. Jean-Marie Tardieu pour les difficultés que rencontre actuellement le pôle Harard. M. Harard estime que ces difficultés sont dues à une mauvaise gestion de la part de la direction de la pêche et de la culture.

[illegible]

Sollicitude excessive... Les dirigeants du CDS voudraient enlever un coin entre M. Rocard et M. Mitterrand qu'ils ne s'y prendraient pas autrement. Sans doute.

• **Mantien en détention.** — La chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris a rendu, jeudi 21 juillet un arrêt confirmant l'ordonnance de maintien en détention rendu le 5 juillet dernier par M Jean-Louis Mazzabra, premier juge d'instruction au tribunal de Paris, concernant l'un des militants du R.N.S. membres dans le cadre de l'enquête sur la prise d'otages.

Le parquet avait fait appel de cette condamnation du mandant en correction David Aubougnoue avait été placé sous mandat de dépôt le 6 mai dernier sous l'inculpation d'assassinat, rébellion, complicité par personne armée, séquestration illégale avec prison d'écrou, association de malfaiteurs à la suite de l'assassinat de quatre gendarmes suite le 22 avril à Puyaudet.

M. Nungesser demande le report du référendum. M. Roland Nungesser, député d'Alsace-Moselle, a demandé, après une question écrite du dernier numéro, de retarder le référendum sur l'avenir des institutions du territoire de Nouvelle-Calédonie. Prévu le 25 septembre, un évènement était contrevenu qui se déroulerait sous le signe du FLNAS : son l'accession récente à Matignon lui paraît, faisant plusieurs ans difficiles, que certains se sou-

Monsieur M. Jean-Marie Tardieu peut
 constater sans peine la fausseté
 du « plan Howard ». M. Howard
 estime qu'il est impossible de
 construire l'ensemble du peuple fran-
 çais sur des bases si étroites. Il est évident
 quand la concentration d'un ter-
 ritoire est mise en cause par ses
 propres habitants.

Les affrontements auraient cessé puis la signature de l'accord de New

Afrique du Sud-Ouest, les affrontements entre les forces armées de la République démocratique d'Angola (FAPLA) et les forces armées angolaises (FAPLA) ont cessé. Les deux parties ont signé un accord de cesse-le-feu à New York.

RESPONDANCE

Une lettre

de l'ambassadeur de Cuba

La lettre de l'ambassadeur de Cuba à Paris, M. José G. Sison, est parvenue à la rédaction de ce journal.

Asie

Le retour des « cerveaux »

Le retour des « cerveaux » en Asie est un phénomène de plus en plus fréquent. Les gouvernements asiatiques cherchent à attirer ces experts pour développer leur économie.

Le retour des « cerveaux »

Le retour des « cerveaux » en Asie est un phénomène de plus en plus fréquent. Les gouvernements asiatiques cherchent à attirer ces experts pour développer leur économie.

Politique

L'avenir de la Nouvelle-Calédonie

Le RPCR approuve à l'unanimité l'accord de Matignon

Le Rassemblement pour la Calédonie (RPCR) a approuvé, samedi 23 juillet, au Mont-Dore, commune de la banlieue de Nouméa, l'accord de Matignon et les propositions du gouvernement concernant l'avenir institutionnel de la Calédonie. Devant plus d'un millier de délégués du parti « loyaliste » réunis en convention, le député RPCR du territoire, M. Jacques Lafleur, a obtenu, sans difficulté majeure, au terme de seulement trois heures de débats, l'adhésion unanime de sa base, ainsi qu'il s'y était engagé lors de la signature conjointe du texte avec le président indépendantiste, M. Jean-Marie Tjibaou, et le premier ministre, M. Michel Rocard, le 26 juin, à Paris. Exception faite des inquiétudes des « broussards » et des Mélanésiens « loyalistes » qui craignent de se sentir « laissés pour compte » dans la future province du Nord à dominante indépendantiste, l'essentiel de la discussion a été consacré à la restauration de la paix et de la sécurité, que le RPCR juge comme une « impérieuse nécessité ».

L'autre député RPR, M. Maurice Nenou, qui a participé aux négociations de juin à Paris, s'est fait le porte-parole de la « brousse » pour déclarer « avec force » que l'avenir de l'accord dépend du rétablissement de l'ordre public. Estimant que le texte ne peut satisfaire totalement, il a cependant ajouté qu'il contient « un peu de mieux pour tout le monde ».

Dans son discours d'ouverture, le chef de file du RPCR avait, lui aussi, souligné que « toute cette chance immense de voir à nouveau les gens se parler paisiblement implique qu'il y ait ordre et protection des personnes et des biens ». M. Lafleur a qualifié cette convention de « presque historique ». A la fin des travaux, il a mis en évidence la complexité du retour à la paix, évoquant conjointement les « gestes du pouvoir », la nécessaire modification de la répression et l'obligation de faire disparaître « les violences et les excès », sous peine de voir l'accord « annulé par les faits mêmes ».

Le dirigeant « loyaliste » a indiqué que les délégués présents ont montré, en accep-

tant « unanimement » le texte, qu'ils en avaient « compris le fond » et qu'ils avaient « perçu de la part de certains dirigeants du FLNKS la même volonté de paix, le même désir de retrouver l'équilibre en Nouvelle-Calédonie ». « C'est mieux qu'un pari » sur la maturité politique du FLNKS et sur la volonté du gouvernement de mettre en œuvre ses engagements. « Dans dix ans, ce sera la France pour tous ou l'indépendance pour tous », a déclaré M. Lafleur, ajoutant que les conditions seront telles qu'aucune ethnisme ne pourra dominer les autres.

« Si, de quelque côté que ce soit, on veut modifier la philosophie de l'accord, si d'autres dirigeants méthanésiens remettaient en cause ce qui a été construit avec bonne foi sous l'empire de la générosité », a mis en garde le dirigeant du RPCR, en se prononçant contre toute modification du contenu du texte, on pourrait craindre de « revenir à un état de guerre civile ».

Réunie sur l'île d'Ouvéa, la convention du FLNKS n'avait pas encore arrêté, samedi soir (heure locale), sa position définitive sur l'accord de Matignon.

L'obsession de M. Rocard : le « passage à l'acte »...

Il a suffi que M. François Mitterrand, fatigué par leurs tergiversations, leur ferme, le 14 juillet, la porte de l'ouverture pour que les centristes se montrant pleins de sollicitude pour... M. Michel Rocard.

Dans l'événement du jeudi, le président du CDS, M. Pierre Méhaignerie, accusant de « cynisme » le président de la République, se tourne, le matin sur le coup, vers les « bons » socialistes, au premier rang desquels il place bien entendu le premier ministre : « Nous, les centristes », explique-t-il, nous demandons un débat avec le PS sur les inégalités, le chômage, les risques de déclin et les injustices sociales. Avec Rocard ou Evrin (le ministre de la Solidarité) nous pourrions trouver des positions communes, mais pas avec la grande majorité des socialistes qui préfèrent cultiver le mythe mitterrandien du riche contre le pauvre. « Ou l'on continue de s'accrocher à ces mythes », ajoute M. Méhaignerie, « ou l'on s'attaque aux réalités. Mais je crains que les hommes proches de nos positions au PS ne soient minoritaires ».

Dans le Nouvel Observateur, le vice-président du CDS, M. Bernard Saut, est encore plus direct : « Vous laissez assassiner Rocard par ses amis du Parti socialiste ? », demande-t-il. « Moi, je ne veux pas être le complice objectif de ces assassinats », répond le maire d'Épernay. Si Rocard saute, c'est la reconstitution de l'union de la gauche, et c'en est fini de la chance de forger une nouvelle majorité capable de préparer la France à l'Europe de 1993.

Sollicitude assassine... Les dirigeants du CDS voudraient enlever un coin entre M. Rocard et M. Mitterrand qu'ils ne s'y prendraient pas autrement. Sans doute pensent-ils que le chef du gouver-

nement est déjà isolé entre le mer de l'Elysée et l'enclume du PS, donc en position de faiblesse... N'a-t-on pas écrit qu'en proclamant l'état de fermeture M. Mitterrand avait, en quelque sorte, assigné M. Rocard à résidence surveillée ? Le premier ministre, champion de la « société civile », ne s'est-il pas fait rappeler à l'ordre par le numéro deux de son parti, M. Henri Emmanuelli, pour fustiger de toutes « déviances idéologiques », parti à l'assaut de la « dédétente » à propos de la place — trop large à son goût — faite aux représentants de la « société civile » dans son deuxième gouvernement ?

Certes, Encore faudrait-il que M. Rocard accepte de jouer ce jeu ambigu... Tel ne paraît pas être, en ce moment, l'état d'esprit du chef du gouvernement. Bien au contraire, M. Rocard se déclare volontiers « soulagé » par le coup d'arrêt à l'« ouverture » donné par M. Mitterrand à l'occasion de la fête nationale. Non seulement il affirme ne pas s'être senti visé par cette mise au point présidentielle mais il la reprend aujourd'hui à son compte. Non seulement il ne se montre pas moins critique que M. Mitterrand vis-à-vis des velléités centristes mais il affirme sans ambages que l'alliance du PS et du CDS n'est pas pour demain, ni même pour le lendemain des élections municipales comme M. Méhaignerie en retient récemment l'hypothèse. Et quand on lui parle des humeurs de M. Emmanuelli, le premier ministre explique qu'à ses yeux celles-ci visent plutôt... l'Elysée, dans la mesure où la composition du gouvernement, à l'en croire, doit plus à M. Mitterrand qu'à lui-même...

Bref, loin de verser du côté malicieux des centristes, M. Rocard a

décidé de donner, dans l'expression de son action, un coup de barre à gauche, comme l'a montré sa récente décision d'accorder un coup de pouce au SMIC. S'il se déclare prêt à renvoyer l'assesseur aux dirigeants du CDS, c'est surtout pour leur demander de conformer leurs propres actes à leurs intentions lorsqu'il s'agit, en effet, au Parlement, de débattre des problèmes cruciaux de la société française. Sur ce point, M. Rocard n'attend donner aucune prise à quelques déshérence que ce soit par rapport aux orientations de M. Mitterrand.

Quant au rassemblement des « forces de progrès », il espère y parvenir en accordant une priorité absolue dans sa gestion des affaires à ce qu'il appelle lui-même le « passage à l'acte ». M. Rocard veut prouver que son gouvernement agit plus vite et plus efficacement que ses prédécesseurs.

La référence calédonienne

Voilà pourquoi le traitement du dossier calédonien demeure une référence à laquelle le premier ministre continue d'accorder une attention soutenue. Il y va, il le sent, de sa crédibilité. Il y met donc du style et de la détermination dans le suivi des décisions de principe déjà prises. Tout cela ne juge pas du résultat final mais reste de bonne méthode.

La mise au point faite jeudi par le ministre des DOM-TOM, M. Louis Le Pen, n'est pas indépendante. Elle a même provoqué un certain agacement dans le camp indépendantiste, où elle a été interprétée comme une volonté de verrouiller la situation à la veille de la convention FLNKS d'Ouvéa. Elle a néanmoins le mérite de clar-

fier l'enjeu des débats en cours. Chacun, sur le territoire, savait que s'en tenait avant de se déterminer.

Plutôt que de paraître subir les prises de position d'une et des autres, au risque de se retrouver ensuite sur la défensive, dépassé par les événements, le gouvernement a ainsi fourni lui-même une grille de lecture qui permettra à chacun de mesurer les conséquences des choix qui seront faits par les indépendantistes, les partisans du Rassemblement pour la Calédonie dans la République ayant déjà voté le plan de paix défini le 26 juin à l'hôtel Matignon. La situation y gagnera en clarté.

D'autre part, le soin apporté par l'hôtel Matignon et le ministère des DOM-TOM à aller vite en besogne dans tous les domaines de l'administration locale — la promotion des Canaques dans les services publics, la formation professionnelle des jeunes, l'amélioration du système judiciaire, l'aide financière aux communes, etc. — prouve au moins que l'équipe rocardienne a compris que la restauration de la paix en Nouvelle-Calédonie repose surtout, justement, sur le « passage à l'acte » sur les mille sentiers de la vie quotidienne. Cette option est bonne. « Gouverner autrement » consiste aussi, parfois, à savoir gouverner au ras des pâquerettes. La complexité du dossier calédonien, au fond, donne au premier ministre la meilleure des occasions de concrétiser cette « démocratie de tous les jours (...), qui sait qu'il n'y a pas d'un côté des petits problèmes et de l'autre des grands », qu'il avait prônée, le 28 juin, à l'Assemblée nationale, dans sa déclaration de politique générale.

ALAIN ROLLAT.

L'affaire d'Ouvéa

« Aucun de mes clients n'a participé à des sévices » déclare l'avocat de six membres du GIGN

Tenu à l'obligation de réserve, les gendarmes du groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN), comme les autres militaires ayant participé à l'opération « Victor », ne peuvent répondre publiquement aux témoignages qui les mettent en cause dans l'affaire d'Ouvéa. M. Francis Szpiner, lui, peut parler. Désigné comme avocat par les six membres du GIGN détenus en otages dans la grotte de Gossans — le capitaine Jean-Pierre Picot, le maréchal des logis Jean-Claude Dubois, les gendarmes Bernard Mennier, Jean Pichet, Xavier Leroy et Alain Guilloteau, — qui se sont portés partie civile dans l'instruction menée par M. Jean-Louis Mazières, il réagit vivement aux récentes déclarations de M. Jean-Marie Tjibaou réclamant une « amnistie générale » pour les militants indépendantistes ayant participé à l'attaque de la gendarmerie de Fayaoû (quatre gendarmes tués) et à la prise d'otages.

« Cela ne peut être qu'un choix politique », nous a-t-il déclaré. Si le Parlement votait une telle décision, nous nous inclinons. Mais faire pression sur la justice pour qu'elle fasse, en douce, dans l'ombre, le travail des politiques, c'est inadmissible ! Que l'on ne se serve pas des magistrats pour des marchandages qui n'ont rien à voir avec le droit ! On a ainsi vu, récemment, le parquet requérir la mise en liberté de l'un des ravisseurs, qui était armé d'un FAMAS. Heureusement, les

magistrats de la chambre d'accusation ont appliqué la loi, en refusant. De plus, une amnistie doit terminer un conflit, comme ce fut le cas — au bout de combien d'années ! — après la fin de la guerre d'Algérie. Mais là, le conflit est loin d'être terminé. Libérer des gens qui ont eu recours à la violence la plus infâme, c'est encourager la violence dans six mois. N'oublions pas que, sur les quatre morts de Fayaoû, l'un a été tué alors qu'il était à genoux et l'autre de dos, alors qu'il n'était en rien menaçant. Ils ont été abattus gratuitement ! »

M. Szpiner, qui est aussi l'avocat du commandant Philippe Legorjus, chef du GIGN, estime que les nouveaux témoignages recueillis en Nouvelle-Calédonie par le Comité Pierre-Declercq (le Monde du 21 juillet) font partie d'une « campagne pour monter en épingle les conséquences des actes initiaux des indépendantistes canaques. Ce sont eux qui ont déclaré l'Alotia. Mais, ne se seraient-ils jamais rendus, c'est clair. Des otages auraient pu être tués si le capitaine Picot n'avait pas été armé dans la grotte pour les protéger. Aujourd'hui, on veut attiser ce qui représente le GIGN, une unité qui, depuis qu'elle est revenue de Nouvelle-Calédonie, a réussi sept opérations, sans morts ni blessés, sans publicité. En Nouvelle-Calédonie, la gendarmerie c'est la FINUL, la garante de la paix civile. Si elle n'était pas là, les

heurts entre communautés aboutiraient à un bain de sang. C'est cette force républicaine d'interposition que l'on veut aujourd'hui discréditer ».

Selon M. Szpiner, les récents témoignages sont « mensongers sur plusieurs points ». « Le GIGN n'était pas pourvu de matraques électriques, arme qu'il n'a pas en dotation, il n'a pas participé aux interrogatoires, qui étaient menés par d'autres unités. Seulement vingt de ses membres étaient à Ouvéa, et c'est grâce à son chef, le commandant Philippe Legorjus, que l'armée a pu évacuer la tribu de Gossans. Aucun de mes clients n'a participé à des sévices. En réalité, il s'agit d'une rumeur dont le point de départ est au contraire la violence subie par le gendarme Pichet dans la grotte. L'un des ravisseurs a prétendu qu'il avait donné un coup de pied au père d'Alphonse Diamou. Ce fut alors un déclenchement : sans l'intervention du substitut Blancou, il aurait été exécuté. C'est à partir de cet incident que l'on monte aujourd'hui une rumeur selon laquelle un membre du GIGN aurait participé à des interrogatoires musclés. C'est tout l'inverse ! Est-ce que l'on pense aux tortures infligées à mes clients, menottes en permanence, ne pouvant pas circuler, menacés avec des simulateurs d'exécution ?... »

E. P.

POINT DE VUE

Les chrétiens et le centre

par Georges Hourdin (*)

Le président de la République cherche le centre. C'est une institution qu'il est difficile de trouver dans un parti politique quand ses députés sont élus au scrutin majoritaire à deux tours. Personnellement, je trouve le centre, mais chez les chrétiens pris en dehors des partis.

Il y a vingt-cinq ans que, ayant quitté le Mouvement républicain populaire, n'ayant souscrit aucune adhésion à un mouvement politique, j'ai pu militer au centre comme chrétien et journaliste fidèle aux indications de l'Eglise conciliaire. J'y ai rencontré beaucoup d'amis : Edmond Michelet, Etienne Borne, Robert Buron, tant d'autres. Les uns sont inscrits au Parti socialiste, d'autres au Centre des démocrates sociaux. Beaucoup se sont consacrés au syndicalisme ou à une œuvre sociale. J'ai pratiqué la solidarité avec les pays du tiers-monde (Croissance des jeunes nations), avec les réfugiés politiques (France terre d'asile), avec les handicapés de toutes sortes (UNAPEI, FAIT 21).

La grandeur du christianisme est d'être une foi engagée (incarnée, si vous préférez) qui recouvre toutes les activités humaines et qui reconnaît l'enracinement de l'Esprit dans la matière. C'est le contraire d'un idéalisme ou d'un individualisme.

Le superflu et les équilibres

Il existe donc un enseignement social de l'Eglise. Il n'est pas demandé au chrétien de s'engager dans tel ou tel parti précis. Il lui est indiqué avec force les grandes lignes de la morale politique dans le monde contemporain. Jean-Paul II vient de les rappeler et de les mettre à jour avec l'intrépidité qui est sa marque, dans une longue lettre encyclique sur « le développement des peuples et l'activité sociale ». Ce texte est impossible à résumer. Jean-Paul II développe longuement sa per-

sée. D'autre part, il n'a pas une méthode cartésienne de l'exposé. Il ne craint ni les longueurs, ni les répétitions. Il se dégage toutefois de son exposé quelques points.

L'Eglise actuelle condamne le libéralisme économique mais demande que soient préservées les notions d'initiative et de responsabilité. Elle condamne également le matérialisme marxiste qui nie la réalité surhumaine, mais elle demande de donner la priorité aux pauvres, à toutes les formes d'exclusion et de malheur. Elle affirme que les hommes sont égaux et frères en dépit de leurs différences. Il existe, dit Jean-Paul II, entre toutes les nations, qu'elles soient industrialisées ou en voie de développement, une très rigoureuse interdépendance. Nous devons donc, individuellement ou collectivement, consacrer le surplus de nos biens intellectuels ou matériels (quand nous en possédons) à rétablir les équilibres détruits.

Jean-Paul II demande que nous leur consacrons même une partie de ce qui nous est nécessaire, car les richesses de l'univers sont communes à tous les hommes. Il ne faut pas faire de la propriété privée une idole ou un tabou. L'origine des inégalités et des injustices sociales réside dans le péché individuel de l'homme, mais, quand ce péché s'applique à l'organisation économique et politique des sociétés, il devient un péché structurel qui engendre le malheur, la souffrance et une nouvelle violence. Jean-Paul II n'est pas progressiste. En fidélité à l'Evangile et au concile, il va pourtant très loin.

Si imparfait que soit ce rappel, il nous apporte toutes les raisons de voter les lois proposées par M. Rocard concernant les nouveaux pauvres et l'impôt sur la fortune. Si ces propositions peinent par rapport à ce que nous croyons, c'est seulement par modestie.

(*) Fondateur de la Vie catholique.

Au ministère des personnes âgées

M. Philippe Ritter directeur du cabinet de M. Théo Braun

Au ministère de la Solidarité, de la santé et de la protection sociale, M. Philippe Ritter a été nommé directeur du cabinet de M. Théo Braun, ministre délégué chargé des personnes âgées.

[Né le 5 juin 1941 à Strasbourg (Bas-Rhin), M. Ritter est licencié en droit, diplômé de l'IEP de Strasbourg et ancien élève de l'ENA. Directeur de cabinet du préfet de Haute-Vienne, puis de Loiret, il fut chargé de mission auprès du secrétaire d'Etat à l'Intérieur sous le gouvernement Pompidou. Suppléant de M. René Radian, député UDR du Bas-Rhin en 1968,

M. Ritter fut nommé secrétaire général de ce département en 1969. Sous les gouvernements de M. Raymond Barre, il fut successivement chargé de mission auprès du ministre de la santé et de la famille (de 1978 à 1980), et membre du cabinet du ministre des transports (1980-1981).

En 1987, il rejoignit le cabinet de M. Camille Cabanis, ministre chargé de la réforme administrative, et fut nommé responsable de la coordination interministérielle relative aux infrastructures publiques en vue des Jeux olympiques de 1992 en Savoie.]

PROPOS ET DEBATS

M. Jacques Chirac

Egoïsme

M. Jacques Chirac, devant l'Association internationale des maires francophones qu'il préside, a dénoncé à Lyon « l'égoïsme » des pays industrialisés comme les Etats-Unis et le Japon « qui n'assurent pas leurs responsabilités dans la coopération Nord-Sud ». L'effort devrait porter sur trois points : augmenter les moyens de la Banque mondiale et du FMI, décongestionner le remboursement de la dette des fluctuations du dollar et des taux d'intérêt, inciter ces remboursements sur les cours des matières premières. Trois vice-présidents ont été élus : MM. Jean Palletier (Québec), Nicolas El Armi (Beyrouth) et Mamadou Diop (Dakar).

M. Alain Decaux

La gauche de Victor Hugo

Dans un entretien accordé à Paris-Match, M. Alain Decaux, ministre délégué chargé de la francophonie, a déclaré souhaiter que « l'ouverture se poursuive ». Regrettant à mots couverts le départ de M. Léon Schwarzenberg, il demande aux « politiques » de comprendre des gens comme Schwarzenberg, Kouchner, Gilbert et moi-même. Après des années de dialogue avec les médias, nous sommes habitués à parler sans restriction. Il indique qu'il pourrait lui arriver « de tenir un langage qui déplaît ». Le ministre estime avoir « une sensibilité de gauche » puisqu'il « adhère aux grandes options de la gauche du dix-neuvième siècle ». Sa gauche « reste celle de Victor Hugo ».

• Nominations à la présidence de la République. — M. Jean Kahn vient d'être nommé chargé de mission auprès du président de la République. Né le 25 juin 1922 à Paris, M. Kahn a suivi des études supérieures de droit public et de droit privé avant d'entrer au Conseil d'Etat en qualité d'auditeur, en 1946. Conseiller d'Etat depuis 1972, M. Kahn a été nommé président de sous-section de la section du contentieux de 1974 à 1982. Depuis 1982, il est président de la section de l'Intérieur du Conseil d'Etat.

• A l'Hôtel de Ville de Paris M. Valloir succède à M. Bérard. — M. Patrick Valloir a été nommé, vendredi 22 juillet, délégué général à l'action sociale à la mairie de Paris. M. Jacques Chirac a ainsi donné rapidement son successeur à M. Marie-Hélène Bérard, qui avait démissionné peu de temps après sa nomination (le Monde du 22 juillet).

• Né le 3 janvier 1949 à Epinal (Vosges), M. Patrick Valloir est conseiller référendaire à la Cour des comptes. Ancien élève de l'ENA, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, licencié en droit, il a été chargé du bureau des collectivités locales et de la décentralisation à la direction du budget au ministère de l'Economie et des finances et du budget (de 1981 à 1984). De 1984 à 1985, il était directeur (manager) de la déléguation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) avant d'occuper la fonction de conseiller technique au cabinet de M. Jacques Chirac, à Matignon, de 1986 à 1988.]

LE MONDE IMMOBILIER

Publicité

Renseignements :
45-55-91-82
Poste 4138 - 4324

Société

Cinq jours après son évasion de la maison d'arrêt de Bourg-en-Bresse

Raymond Valero arrêté par le SRPJ de Lyon

LYON
de notre bureau régional

Raymond Valero, quarante-trois ans, qui s'était évadé dimanche 17 juillet de la maison d'arrêt de Bourg-en-Bresse (Ain), a été arrêté vendredi 22 juillet par les policiers du SRPJ de Lyon dans le bureau du Crot-Chapet, sur la commune d'Amplepuis (Rhône), à une centaine de kilomètres de son lieu de naissance.

Après cinq jours de cavale, le fugitif, né de père et de mère, a été remis en prison par un policier qui l'a surpris en train de se cacher dans une maison. Il n'a opposé aucune résistance lorsque les policiers qui l'ont arrêté ont voulu le conduire au commissariat. Raymond Valero a été placé en garde à vue.

Condamné à la détention à perpétuité assortie d'une mesure de sûreté de dix-huit années pour le vol et le meurtre d'Anne Lora, une lycéenne de Villodre (Isère), commis en 1984, Valero s'était évadé en compagnie d'un autre détenu, Hassan Ben Abdoulah, vingt-cinq ans, après avoir frappé deux gardiens à coups de barre de fer. L'un de ces deux fonctionnaires, M. Sébastien Yépez, grièvement blessé à la tête, est toujours dans un état de coma post-traumatique profond et sous assistance respiratoire à l'hôpital neurologique de Lyon et, selon les médecins, « aucun élément ne

permet de prévoir une prochaine amnistie ».

Pour s'enfuir, les deux détenus s'étaient hissés sur les toits de la prison d'où Ben Abdoulah avait, vraisemblablement, fait une chute mortelle. Plus de vingt-quatre heures après l'agression des surveillants, son corps fut en effet retrouvé dans une cour du palais de justice de Bourg, sité à la prison.

Violent et menaçant, Valero n'a aucune attache avec le milieu du banditisme et ne pouvait donc espérer trouver des relais ou des aides parmi les autres détenus. Aussi les policiers comprenaient-ils le « couillarde » comme un fruit mûr dans un délai relativement bref.

Avant de gagner la région d'Amplepuis, dans l'ouest de Lyon, où il serait arrivé en auto-stop jeudi, Valero, sans argent et sans papiers, avait pourtant sûrement trouvé un point de chute dans l'Ain ou dans l'agglomération lyonnaise.

En apprenant son arrestation, sa mère et son épouse — dont le témoignage avait permis de le confondre lors de l'enquête judiciaire sur le vol et le meurtre de la lycéenne — se sont déclarées soulagées. Son épouse Rose-lyne craignait des représailles contre elle ou ses enfants.

Placé en garde à vue, Raymond Valero sera présenté dimanche au parquet de Bourg-en-Bresse, où il devrait être inculpé notamment de tentative d'homocide volontaire et d'évasion avec violence.

R.B.

Grâce présidentielle et loi d'amnistie

5 171 détenus ont été remis en liberté

Le ministre de la justice, M. Pierre Arpaillange, s'est rendu vendredi 22 juillet « sur le terrain » pour s'assurer du « bon fonctionnement » du dispositif d'assistance aux détenus libérés en vertu du décret de grâce présidentielle ou de la loi d'amnistie.

Selon le garde des Sceaux, 5 171 détenus condamnés ont été libérés depuis le mois de juin : 2 863 ont bénéficié de la grâce présidentielle et 2 308 autres de la loi d'amnistie entrée en vigueur le 21 juillet. Six cents étrangers ont été libérés. Sur les deux cents étrangers passibles de reconduction à la frontière, soixante pourcent, a estimé M. Arpaillange, bénéficieront dans les prochains jours d'un décret individuel de grâce présidentielle.

Le ministre a visité le centre d'orientation Ferrus, service régional d'accueil, d'information et d'orientation des sortants de prison, mis en place par la direction régionale de l'administration pénitentiaire de Paris, dans l'annexe du tribunal de grande instance du quatorzième arrondissement. Ce centre regroupe sous un même toit des services jusqu'alors disséminés : ANPE, ASSEDI, Médias des détenus... (Le Monde du 23 juillet).

M. Arpaillange a manifesté son « enthousiasme » pour ces structures destinées à prévenir la récidive et pour lesquelles l'administration pénitentiaire a dépensé d'un crédit supplémentaire de 2 millions de francs, en association avec les mini-

stères des affaires sociales et de l'emploi, de l'intérieur, de la famille et de la solidarité, et avec les secrétariats d'Etat à l'insertion sociale et aux sports. Il a également visité un centre d'hébergement du XV^e arrondissement de cinquante-huit places. « L'Etiole du matin », a apprécié le ministre, tout en regrettant le caractère provisoire des services d'accueil, qui fermeront le 30 septembre.

Le ministre à la Santé

M. Arpaillange a également effectué une brève visite à la prison de la Santé, où deux détenus sont sur le toit, le mercredi 20 juillet. « J'ai vu de très près le problème posé par des policiers du RAID. Je suis venu apporter mon témoignage à cet établissement et au personnel qui le sert, dit l'émotion que j'ai ressentie à la suite des incidents de Bourg-en-Bresse et ma compassion pour la situation tragique du surveillant blessé. Je tiens à leur rendre hommage et à leur remercier », s'est-il déclaré dans la cour d'entrée.

Le ministre a annoncé qu'une série de mesures était à l'étude pour renforcer la sécurité des surveillants. Il faut, selon lui, que la police et la gendarmerie soient « mieux informées » de la situation à l'intérieur des établissements et qu'elles puissent intervenir plus facilement dans les cellules en cas d'incident.

EDUCATION

Avant Noël

13 000 ordinateurs supplémentaires dans les lycées et collèges

Avant Noël 3 900 lycées et collèges recevront 13 000 ordinateurs. Le ministre de l'éducation nationale, M. Lionel Jospin, a décidé d'accélérer la modernisation de l'équipement informatique des établissements scolaires. Cette opération est la plus importante depuis le plan « informatique pour tous » lancé en janvier 1985 par M. Laurent Fabius, alors premier ministre, qui dotait les lycées et collèges de 120 000 micro-ordinateurs dont 12 000 professionnels.

Le coût total de cette deuxième vague d'informatique scolaire s'élève à 160 millions de francs. 104 millions de francs, s'ajoutant aux 56 millions prévus au budget 1988, ont été débloqués dans le cadre des 1,2 milliard de francs de crédits attribués par l'Etat au ministère de l'éducation nationale, le 1^{er} juin dernier, pour faire face aux besoins de la rentrée 1988 (Le Monde du 3 juin).

Comme c'était le cas lors de la mise en place du plan « Informatique pour tous », les délais d'entrée en application sont relativement courts puisque à la rentrée 1989 tous les lycées devront être équipés du nouveau matériel. L'objectif de cette opération est de permettre à plusieurs millions d'élèves, quelle que soit leur orientation, de mieux appréhender les technologies nouvelles, de mieux comprendre l'utilisation d'un clavier, de découvrir les traitements de texte, la simulation graphique, les problèmes du tracé par ordinateur.

C'est l'Union des groupements d'achats publics (UGAP), une entreprise sous la tutelle du ministère de l'éducation nationale, qui assurera l'installation du matériel. Six constructeurs ont été retenus pour approvisionner les établissements scolaires : les sociétés Bull, Léo, SMT-Goupil, Forum, Olivetti et Victor. Pour répondre aux nombreuses critiques formulées contre le matériel sélectionné dans le plan « Informatique pour tous », les micro-ordinateurs commandés seront 10 à 20 fois plus puissants qu'auparavant. Pour le ministère de l'éducation nationale, « ce matériel est vraiment du haut de gamme ».

1 000 collèges vont pour la première fois être dotés en équipement informatique. Chacun recevra 4 micros professionnels et une imprimante partagée. Les 2 400 collèges entrés en rénovation en 1984, dont l'équipement avait déjà été com-

plété, disposeront, de 2 micros. L'accent a aussi été mis sur la formation des élèves de l'enseignement technologique. Le développement de la bureautique fait partie des priorités, puisque les 52 établissements concernés seront dotés de 3 machines-outils industrielles, de 3 micro-ordinateurs de CAO (Conception assistée par ordinateur) et de 7 micro-ordinateurs pour la programmation des machines. La production bénéficiera aussi de matériel performant de type AT à la mémoire étendue.

L'équipement des classes préparatoires aux grandes écoles scientifiques et technologiques, déjà entamé en 1987, sera poursuivi, avec des micro-ordinateurs avec table traçante pour les préparations en biologie ou à HEC.

Baccalauréat 1988

M. Jospin dément toute consigne d'indulgence

M. Lionel Jospin, ministre de l'éducation nationale, a, le vendredi 22 juillet, vivement réagi à un article publié le matin même dans le Figaro selon lequel les bons résultats au baccalauréat 1988 seraient dus à des consignes d'indulgence émanant du ministère. Dans une lettre ouverte au quotidien de M. Robert Hersant, le ministre écrit : « Aucune consigne d'indulgence n'a bien sûr été donnée aux jurys. Aucun changement n'est intervenu dans les instructions arrêtées en décembre 1986 et rappelées en décembre 1987, relatives à la correction et à la notation des épreuves. Aucune académie n'a reçu quelques indications que ce soit tendant à la fixation d'un seuil minimum de notation dans telle ou telle discipline ».

M. Jospin précise : « En outre, l'explication des résultats par l'effet d'un allègement du programme de mathématiques est dénuée de tout fondement. Les adaptations de programmes mises en œuvre ces dernières années ont pour seul but d'atténuer certains aspects par trop théoriques au bénéfice d'exercices plus concrets. La progression constatée cette année, qui s'inscrit dans une évolution régulière, concerne d'ailleurs toutes les séries du baccalauréat, ce qui confirme qu'elle est due à des raisons de fond ».

Arrestation à Nice d'un braqueur de sex-shop

Les soldes d'été de la brigade de répression du banditisme

L'été est parfois l'époque des inventaires. Au magasin de la brigade de répression du banditisme (BRB) de la police judiciaire parisienne, il y avait entre autres ce minable mais violent braqueur à main armée d'un sex-shop parisien, en souffrance depuis août 1987. Affaire désormais classée, depuis le 21 juillet, après un an d'enquête patiente sous la direction de M. Raymond Mertz, commissaire divisionnaire et chef de la BRB au 36 quai des Orfèvres.

L'histoire commence le jeudi 6 août 1987, vers 15 heures. Le lieu est un sex-shop, la société Institut Esthétique Max, 30 rue des Vinaigriers à Paris (dixième arrondissement), un magasin spécialisé dans la clientèle homosexuelle on travestie. Près de deux mois plus tôt, quatre hommes y avaient réussi un vol dit « aux faux policiers », au cours duquel ils avaient dérobé 140 000 francs.

Le 9 août donc, les mêmes se présentent à nouveau au magasin. Erreur, évidemment. L'un des employés reconnaît le gendarme, qui surveille l'extérieur depuis la porte, et l'emprunte de téléphone au commissariat de la porte Saint-Martin. Arrivée des inspecteurs. Arrestation du gendarme. Mais fusillade avec l'un des trois autres. L'inspecteur Degeorges est blessé à l'abdomen, tout comme deux malfrats qui seront, à leur tour, interpellés. Le quatrième a réussi à s'enfuir.

La prise est bonne et permet l'élucidation d'anciennes affaires. Les

trois malfrats arrêtés sont François Fericeau, Farid Bourouba et Rachid Bourouba. Le premier est le plus âgé : né en 1940 à Ajaccio, il est connu aux flics pour une attaque à main armée contre une agence de Crédit agricole, trafic de faux billets et infraction à la législation sur les armes. Les deux frères, Farid, né en 1965, et Rachid, né en 1963, bien plus jeunes, n'ont pas moins connus pour infraction à la législation sur les stupéfiants, vol aggravé, vol et falsification de chèques. Dans un studio où s'était réfugié Rachid Bourouba, qui reconnaît avoir blessé l'inspecteur de police, une perquisition permet de découvrir des perruques, des fausses moustaches, des paires de lunettes, une machine à écrire, une fausse carte de police et une fausse carte d'identité.

Déférés, tous trois seront inculpés par M^{me} Martine Rouleau, juge d'instruction à Paris. Mais les policiers sont mécontents : le quatrième, identifié dès le 8 août 1987, Mustapha Chahlaoui, né en 1959, de nationalité marocaine, « abondamment connu » de leurs services, reste introuvable. Des surveillances seront organisées autour de ses proches, jusqu'à sa localisation, au début de juillet, à Grasse (Alpes-Maritimes). Quatre policiers de la BRB, aidés par six collègues de la brigade de recherche et d'intervention (BRI) de Nice l'ont interpellé, le 21 juillet. Muni de faux papiers, il n'était pas armé.

Sur plainte de plusieurs commerçants algériens de Paris

L'Inspection générale des services ouvre une enquête sur les activités d'un brigadier de police

L'Inspection générale des services (IGS), « police des policiers », de la préfecture de police parisienne, vient d'ouvrir une enquête sur les agissements du brigadier Jack Kalb, en fonction dans le dix-neuvième arrondissement de Paris. Des commerçants algériens l'accusent de les accabler de procès-verbaux « abusifs » et, pour l'un d'eux, de s'être livré à des violences. Lounas Ioualilène, trente-trois ans, et Abdelhadi Bouguettay, cinquante-deux ans, accompagnés d'un responsable du SOS-Racisme, ont été reçus, le 21 juillet, par M. Pierre Mutez, chef de cabinet du préfet de police, qui leur a confirmé l'ouverture d'une enquête de l'IGS.

Selon les deux commerçants, le brigadier a commencé à « casser le commerce » à son arrivée dans ce quartier populaire où il est affecté à une brigade de nuit, depuis dix-huit mois. « Il jouait le shérif dans les bars tenus par des Arabes. Ça commençait par moi vers minuit et demi, affirme M. Bouguettay. Au total, on était une quinzaine de commerçants à être ennuyés par lui. D'ailleurs, certains ont fini par vendre ». M. Bouguettay, qui tient le bar Chez Michel, assure qu'il a refusé de payer des procès-verbaux injustifiés. Le 1^{er} juin dernier, il aurait été verbalisé cinq fois en un seul jour : « J'ai reçu un PV pour malpropreté de l'établissement. Il y avait des mégots par terre. Mais on n'a pas le droit de mettre des cen-

driers sur le comptoir et il n'est pas interdit de fumer ! »

Les accusations de M. Ioualilène sont plus graves. Gérant du bar La Gigogne, il accuse : « En octobre dernier, le brigadier Kalb m'a cassé un tabouret sur l'épaule. J'ai eu vingt-cinq points de suture et je suis toujours en incapacité totale de travail. Ma voiture était en double file et je suis donc allé la déplacer. Le brigadier Kalb m'a accusé d'ivresse sur la voie publique. Un de ses hommes m'a menotté. Je me suis retrouvé à quatre pattes. Le brigadier est monté sur mon dos et m'a frappé à coup de crasse de revolver. Il a continué à me frapper avec un tabouret ». M. Ioualilène dit avoir engagé une procédure auprès de l'IGS en novembre 1987, procédure qui n'avait pas abouti.

LIVRES POLITIQUES, par André Laurens

APRÈS l'histoire de la démocratie chrétienne en France, due à François Georges Dreyfus, chez Albin Michel (Le Monde des 15 et 16 mai), voici celle de l'Internationale démocrate-chrétienne, que retrace Roberto Papini, professeur de sciences politiques à l'université de Trieste, secrétaire général de l'Institut international Jacques Maritain. L'horizon s'élargit avec cet ouvrage et cet auteur, mais on en voit les limites. S'il s'agit des partis démocrate-chrétiens en Nouvelle-Zélande, aux Philippines, en Indonésie, ce courant politique joue surtout un rôle en Europe — pas dans toute l'Europe — et en Amérique latine, sauf en Argentine, au Brésil et au Mexique. Lorsque l'on passe d'un continent à l'autre, il apparaît que le vaine de la démocratie chrétienne change aussi. L'auteur a donc choisi de présenter, après avoir repéré les sources et rappelé les premiers pas de ce mouvement, son implantation en Europe, puis son action sur le continent américain.

Le grand dessein des démocrates-chrétiens d'Europe fut, après les horreurs de la guerre, de tracer les chemins de l'unité. La construction européenne leur doit beaucoup, on le sait. En retour, les instances délibérantes de la CEE leur ont donné une armature transnationale à travers le groupe du Parti populaire européen, la deuxième en importance du parlement européen, après le groupe socialiste. En dépit de la concurrence pour le leadership du groupe (italienne ou allemande ?), celui-ci a plus d'homogénéité que d'autres, qui sont divisés sur la question des institutions européennes. Aussi son influence est-elle réelle et se reconnaît dans de nombreuses prises de position et décisions du parlement. L'auteur regrette que

A quoi servent les démocrates-chrétiens ?

cette influence n'ait pas davantage joué au profit d'un renforcement des pouvoirs de cette institution. « La démocratie chrétienne, européenne, au-delà de sa crise idéologique et politique, est aujourd'hui en train de subir, écrit-il, les contrecoups nationaux de la crise économique mondiale et de la crise spécifique du projet fédéral qu'elle avait pourtant elle-même promu ».

En Amérique latine, au-delà des singularités propres à chaque pays, les partis et mouvements démocrate-chrétiens sont, nous dit l'auteur, « de masse, interclassistes et populistes ». Ils ont été très influencés par l'Europe, notamment par Jacques Maritain, mais ils ont développé leur pensée et leur personnalité en tirant les leçons de leur expérience. « Désormais, la démocratie chrétienne, qui se voit la première composante politique de l'Amérique latine, aspire à être une force de gouvernement. Elle s'aperçoit que loin d'être passée en vain à travers le marxisme, elle en a recueilli la meilleure part — surtout le rapport étroit entre théorie et pratique et l'importance accordée aux éléments structurels — tandis qu'elle a évité les aspects dogmatiques : d'où une attention profonde à la réalité des peuples latino-américains et, en même

temps, une approche politique disposant d'une base théorique solide aux fins d'instaurer un ordre nouveau : la société socialiste communautaire », estime Roberto Papini.

En conclusion de son étude, l'auteur souligne le déclin de l'idéologie, de « la référence idéelle », et la tendance à la sécularisation qui touchent la démocratie chrétienne. Celle-ci résiste toutefois à « la fascination conservatrice » pour rester elle-même. Il propose, avec mesure, une évaluation du bilan de la démocratie chrétienne et de ses potentialités. Elle a contribué de façon déterminante à la construction de la Communauté européenne et du Pacte andin, au développement des relations euro-africaines, à la naissance de l'Ostpolitik et au retour à la démocratie en Amérique latine. Ainsi se dessine le projet d'un mouvement de pensée transnational favorisant la recherche d'un nouvel ordre économique mondial, le développement de la démocratie et l'autodétermination des peuples et privilégiant la politique plutôt que le recours à la force.

On pourra compléter cette étude en se reportant au compte rendu d'un colloque : « Les démocrates-chrétiens et l'économie sociale de marché ». Ce sera l'occasion de voir comment, face aux universitaires laïcs et aux auteurs économiques et politiques, parmi lesquels Raymond Barre, plusieurs commentateurs religieux traitent des rapports des églises chrétiennes avec le social et l'économie.

* L'Internationale démocrate-chrétienne, par Roberto Papini, Cerf, 238 p., 148 F.

* Les Démocrates-chrétiens et l'économie sociale de marché, Economica, 235 p., 75 F.

BIBLIOGRAPHIE

« Profession : répression », de Laurent Davenas

Les confidences d'un substitut

On a beau être « fils d'archevêque » (entendez fils de procureur général), on n'a pas forcément, dès l'enfance, joué du code pénal comme d'un hochet. Laurent Davenas ne se cache pas — en serait-il même un peu fier ? — d'avoir eu une scolarité médiocre, « perturbée par deux redoublements », d'avoir été apprenti mitron chez l'inventeur de la sauce Nantua avant de décrocher modestement le concours de l'Ecole nationale de la magistrature et de devenir son premier poste au désistement d'un condamnée.

« Monsieur le procureur » — « ôte intelligent mais cassard » — a, depuis, fait du chemin. S'il vient d'être nommé substitut général au tribunal de grande instance de Paris, il a dirigé pendant de longues années la huitième section du parquet de Paris, « 8A », judiciaire, selon ses termes, qui traite à chaud aussi bien le plus petit trafic de drogue que les grandes affaires criminelles. Jusqu'à la création récente de la quatorzième section dite antiterroriste, Laurent Davenas s'occupait aussi des affaires de terrorisme.

Prises d'otages, avec les affaires Lionel Cardon, ou de l'ambassade d'Irak et du consulat de Turquie, morts célèbres — Dalida, Romy Schneider, ou l'ot Chillon, attentats de septembre 1986 : la huitième section du parquet est un lieu d'observation privilégié de la délinquance et de la criminalité.

Curieusement, au fil de ces petites histoires de la justice quotidienne, Laurent Davenas ne semble ni bled ni « blindé ». Sa moustache roussie — aucun portrait n'épargne ce détail — le dénote un peu plus de sa voix, son humour pince-sans-rire, on les connaît bien désormais. Le magistrat n'a jamais été un ennemi de la presse. On le lui a assez reproché en disant que, lors de ses déplacements criminels, « il cherche le micro avant le cadavre ». Cette ouverture du parquet vers l'extérieur a nécessité de communiquer. Il en fait presque une religion, dont son livre est la meilleure illustration.

« Poursuivre, pour quoi faire ? », s'interroge-t-il. « La répétition des situations, l'impos-

sibilité de déboucher sur une solution digne, entraînent un sentiment d'impuissance ». Préféré donc, se retrouver mal dans le classique chantage droite-gauche, Laurent Davenas s'interroge sur une recherche, dit-il, « passionnée et subjective d'une justice idéale ». Mieux l'annonce (il faut lire le passage sur l'opulente poitrine de la greffière Bibiche !), et la réflexion, le livre de Laurent Davenas n'est ni un pamphlet ni une autobiographie. Juste un récit sans présentation d'un magistrat qui a, dit-il, « toujours cherché à rendre la justice, sans jamais faire rager la gorge », à exorciser la répression en s'efforçant « d'accorder le droit et la raison ».

Les hasards des changements politiques n'ont pas facilité la tâche de ceux qui sont chargés de conduire l'action publique. De cela aussi Profession : répression témoigne, et ce n'est pas le moindre de ses mérites.

AGATHE LOGEART.

* Laurent Davenas, « avec la collaboration confidentielle » de Sylvie Fija, Profession : répression, de la grande criminalité au terrorisme, Ed. Acropolis, 95 F.

ME le Tour de France
bonne surprise

Le Tour de France a été une bonne surprise pour beaucoup de monde. Les organisateurs ont réussi à faire passer la course dans une atmosphère de fête, malgré les difficultés financières et les problèmes de sécurité. Les spectateurs ont été nombreux, et les médias ont donné beaucoup de visibilité à l'événement. Les équipes ont été très compétitives, et les favoris ont été battus. C'est une belle réussite pour les organisateurs.

Le Tour de France est un événement majeur de l'année. Il attire des millions de spectateurs et génère des milliards de francs de chiffre d'affaires. Les organisateurs doivent donc être très attentifs aux besoins des spectateurs et des médias. Ils doivent aussi assurer la sécurité des participants et du public. C'est un travail très complexe, mais qui a été accompli cette année.

Le Tour de France est un événement qui a su évoluer avec le temps. Il a intégré de nouvelles technologies, comme le vélo à assistance électrique, et a adapté son parcours aux nouvelles réalités. Il a aussi su rester populaire auprès du grand public. C'est une véritable prouesse.

Culture

AVIGNON 88

La route indienne de Catherine Clément

Tous les après-midi au Verger, Catherine Clément mène les débats. Silhouette insolite : cheveux tirés, tunique indienne, car elle arrive de New-Delhi. Elle est l'épouse de notre ambassadeur en Inde, après avoir été journaliste, en particulier au *Matin*, où elle a eu la responsabilité du service culturel, avant de diriger l'Association française d'action artistique. L'an dernier, elle avait donné ici même, une fête d'au revoir.

Avignon est son premier « re-contact » avec le monde du spectacle. Pendant cette année d'absence, elle est venue deux fois, sans avoir le temps de voir quoi que ce soit. « Les pavés des rues, dit-elle, sont toujours là, et les gens, et pourtant... » Pourtant Catherine Clément nous regarde avec une sorte de léger étonnement. A présent habituée au grouillement des villes indiennes, il lui semble que la France est quasiment désertique : « Un pays sans enfants, ici les gens sont vieux. On le sent très bien au théâtre, dans le choix des thèmes, des textes. J'ai l'impression que les auteurs, les metteurs en scène sont obsédés par le déclin de la vie. Oui, la scène rend très bien compte du vieillissement démographique. »

Ce qui m'a frappée, et lassée : cette propension à montrer le théâtre dans le théâtre. Et j'avais presque oublié l'extrême élaboration des formes. En Inde, existent les styles archaïques — épiques, le reste est la germination de ce qui pourrait exister. On se rend compte qu'en France le théâtre prend une grande place et ce n'est pas rien, alors ça nous paraît normal. Le fait même de pouvoir faire vivre chaque année le Festival d'Avignon est en soi un luxe fantastique.

En arrivant là-bas, tout est tellement différent que pendant deux mois je n'ai rien regretté, sinon ma famille, mes amis. Ensuite, l'opéra m'a manqué, le théâtre et surtout la radio. Elle fait tellement partie de la vie, qu'on ne sait pas à quel

point on en a besoin. Je peux seulement prendre RFI, très mal, entre 1 heure et 2 heures du matin. Alors, je lis les journaux, comme je ne les ai jamais lus, de la première à la dernière ligne.

Les exemplaires du *Monde* arrivent par paquets d'une semaine en une fois. Il y a le décalage géographique et de temps. Je lis les faits divers. Quand on est loin, leur signification est différente. D'autant que là-bas tout est énorme. Ils sont huit cents millions de plus que nous, tout est multiplié, le nombre de diques, de crimes, d'accidents... Quand j'ai lu l'histoire de la gare de Lyon, j'ai eu l'impression d'une catastrophe. Puis trois jours après, là-bas, c'est un train entier qui est tombé dans un fleuve, il y a eu cinq cents morts.

Je regarde la télévision, elle est très bonne. Elle est nationale, avec de la publicité, qui, comme partout, traduit fidèlement l'imaginaire de la petite bourgeoisie. La télévision vit sur sa propre production, sans séries américaines. Dieu sait si je les aime, mais je ne suis pas frustrée. Ils passent de longues sagas, qui ne ressemblent ni à *Dallas* ni aux romans brésiliens. C'est par exemple l'histoire d'un instituteur dans un village, avec des péripéties très romanesques. Ils sont obligés de construire solidement des intrigues claires, parce que tout le monde ne parle pas la même langue. Le dimanche matin, on a vu le *Ramayana*, la légende des dieux, avec des masques et des trucs fantastiques. Si bien que dans les campagnes, le poste est devenu comme un temple, entouré de fleurs et d'encens.

Pourquoi pas le *Ramayana* sur une chaîne française, en échange de Georges Lavaudant, qui va monter un spectacle avec des acteurs indiens, de Peter Brook et Jean-Claude Carrière, qui vont présenter le film sur le Mahabharata et organiser des ateliers de travail ?

COLETTE GODARD.



« La vie mode d'emploi » et « W », de Georges Perec

Les machines paresseuses

Quand un travail radiophonique est présenté comme du théâtre, personne n'y trouve son compte. Perec valait pourtant mieux qu'un happening paresseux et qu'une lecture un peu terne.

Où sont passés les amoureux de Nathalie Sarraute, les passionnés de Robert Pinget, qui, ces deux dernières années, nous étonnaient, curieux toujours, enthousiastes souvent, à la découverte de ces deux auteurs, de ces deux œuvres, après un minutieux travail d'adaptation, d'interprétation, de mise en scène ? Pourquoi ceux qui leur ont succédé cette année pour un hommage qui s'annonçait bien à l'un des écrivains les plus populaires, les plus lus, les plus demandés, n'ont-ils pas pris un peu plus au sérieux une tâche à laquelle ils se sont librement, volontairement, attelés ?

A l'hôtel de Saint-Laurent, René Farabet et Michaël Lonsdale nous

proposent deux parcours d'un peu moins de deux heures dans les dix-neuf pièces d'un bâtiment de trois étages pour une lecture-puzzle de la *Vie mode d'emploi*. Certes, il y avait de quoi se perdre parmi les mille cinq cents personnages et les six cents pages de ce roman, mais Georges Perec, sans penser que cet ouvrage serait un jour « mis en scène », avait donné une clé qui aurait pu inspirer les promoteurs de cette adaptation : le nom du personnage central, Bartlebooth.

Ce joli mariage de Bartlebooth, le copiste de Melville, et Barnabooth, le voyageur imaginé par Valéry Larbaud, évoque à la fois l'extrême dénuement et l'extraordinaire richesse d'une vie, et cadre ainsi la recherche de Perec. Ici, on a choisi le dénuement qui confine à l'indigence quand, confronté à l'infinité abondante d'objets, de traces, qui habitent le livre, Michaël Lonsdale choisit le mur nu, le sol parfois couvert d'un tapis à motifs, On a choisi la facilité aussi quand, livre à la main, texte trop peu défriché, sept acteurs, d'ordinaire tous excellents, écorchent les mots, les déforment au

point qu'on se demande s'ils les ont bien compris (je pense à l'Alou qui devient un curieux « aloune », ou quelque chose d'approchant ; il y aurait d'autres exemples).

A propos de son livre, Perec disait : « Je pense à la phrase de Groucho Marx : partir de rien pour arriver à grand-chose. C'est le schéma idéal, partir de rien pour n'arriver à rien. » Mais il s'empêchait d'ajouter qu'à entre-temps, une vie entière s'est écoulée, la vie conçue comme une œuvre d'art. A l'hôtel de Saint-Laurent, on cherchait en vain la trace d'une œuvre d'art. A peine pourra-t-on se convaincre que les ingénieurs du son de Franco-Culture, qui, sous les ordres d'une réalisatrice inconnue, interposent de soir-là leurs micros entre nous et les acteurs, auront pu saisir quelque matière à « faire de l'antenne ».

A quelques mètres de là, dans la chapelle des Cordeliers, Jean-Claude Grumberg, entouré de Catherine Faran et Maurice Bénichou, nous conviait à la lecture de l'œuvre la plus sombre, et peut-être la plus belle, de Georges Perec, *W ou le souvenir d'enfance*. Deux cent vingt

pages d'un récit autobiographique doublé d'une fiction orwellienne — plus l'humour — décrivant les lois implacables d'une société installée sur une île, W, au large de la Terre de feu. Le puzzle d'une enfance morcelée, avec en parallèle la dénonciation des camps de concentration.

Est-ce l'incipit caustique de l'endroit, la fatigue de professionnels engagés à plein dans le Festival ? Toujours est-il que Jean-Claude Grumberg, dont on sait l'art de lire une œuvre, d'habituer dans l'intimité de son bureau, ici en public, domine parfaitement son texte ; les émotions, les angoisses, les secrets d'un juif privé par la fureur du monde, de sa première enfance, sont donnés à entendre, justement, simplement. Cela suffira-t-il à convaincre le public de franchir le petit bras de la Sologne qui baigne les fondations de la chapelle ?

OLIVIER SCHMITT.

★ *La Vie mode d'emploi*, Hôtel de Saint-Laurent, à 19 heures et 22 heures, jusqu'au 25 juillet.
★ *W ou le souvenir d'enfance*, chapelle des Cordeliers, jusqu'au 25 juillet à 19 heures.

« La Rue où l'éléphant est tombé »

Champagne et tambours

La dérision de la dérision peut être drôle, tout au moins insolite au second degré du second degré.

Il y a cinq drôles de zigotos : quatre fromages blancs, de la Marna, et un café au lait, des flûtes. Ils portent une casquette à visière des Tours de France d'avant-guerre, et des cassiques de jockey : ça leur donne du nerf, ils se voient sprinter dans la dernière ligne droite, sur leur canasson ou sur leur bécanne. Mais ils se sont fait aussi des tranches de petits Français, débilités, binochards, des comiques de notes et banquets.

Sous l'œil mi-fugue mi-raisin de l'auteur-metteur en scène, on falzar branché et santiags, gros havane entre les dents, qui ne quitte pas les lieux du crime, singent en cela le Polonais Kantor, nos cinq ublous-pédalos se livrent laborieusement, honteusement, à des gags foireux sur les têtes qui tombent en panne, les avions qui battent de l'aile.

Lorsque c'est vraiment trop naze et que leur moniteur-surveillant est effondré sur sa chaise, ils essaient de le faire rire en se balançant des tartes à la crème en pleine poire ou en lui montrant qu'ils n'ont pas grand-chose dans leur slip, mais l'acteur est moins bon enfant que le public : ça ne le fait pas rire. Vraiment pas.

Du show frais du jour

Alors un grand rideau marron s'ouvre en deux, et nous voyons apparaître les costards de la soirée, ceux du Zaire. Musiciens, chanteurs, danseurs. Visages de statue, yeux de diamant noir, torses de champion de culturisme, en pantalons-bretelles d'une élégance fabuleuse. Ils font un vacarme à briser les crânes, et même les coups de tonnerre des trains de marchandises Carpentras-Palavas (concombre du pays, tomates du pays), qui déboulent toutes les cinq minutes dans le théâtre sis dans un dépôt de la gare de Villeneuve, sont convertis par l'enthousiasme des tambours, ouf.

C'est vraiment du show frais du jour, parce que ces vieux gags usés de « car » et ces chants et tambours ancestraux de la brousse ressemblent ici, avant tout, comme deux gouttes de peupl, aux variétés super-cradingues des télé-pauvres du Middle West. Impossible d'aller plus loin, dans la dérision de la dérision. « C'est comme on passe d'une

chaîne à l'autre », claquent les auteurs, dans le programme. But de l'entreprise : « S'adresser au plus de monde possible, de la façon la plus directe et la plus large ». *La Rue où l'éléphant est tombé*, spectacle écrit et mis en scène par Jean-Michel Bruyère, costumes (formidables) de Florence Drachler, musique (assourdissante) d'Etienne Jérel, chorégraphie (drôle et belle) de Joël Petrus, est main dans la main et flûte de champagne dans calebasse d'eau de coco, par des artistes noirs de Kinshasa et des acteurs blancs de Reims. C'est le point chaud de ce Festival d'Avignon. Il n'est pas « in » Festival, ni « off » Festival. Il s'annonce carrément « off off ». Du casse-baraque, ou, comme on dit sous les tropiques, du « pét-pét ». Pas de la tiane.

La salle est pleine d'intellectuels, toujours à l'affût d'un remuant.

MICHEL COURNOT.

Coup d'œil

L'Ecole des beaux-arts fait relâche, mais pas les jeunes artistes d'Avignon. Cette année, ils ont décidé d'être présents pendant le Festival. L'Atelier public de recherche et de création artistique a convié soixante artistes français à afficher dans la rue, hors les murs, des œuvres originales. Les panneaux font trois mètres sur quatre. Le parcours commence à la gare et se poursuit jusqu'à la route de Tarascon, sur le parking d'un supermarché.

A deux pas de la place des Célestins, dans un quartier promis à la démolition, une autre association, Intime Conviction, a ouvert les portes d'un appartement délabré au décorateur de Bruno Boëglin, Christian Fenouillet. L'homme qui, avec de la terre et trois poutres de bois, un peu de peinture écaillée sur un mur, fabrique des *no man's land* d'où s'élèvent l'abandon, la solitude. Dans ce deux-pièces-cuisine misérable, Christian Fenouillet et la photographe Lorraine Pellegrini, elle aussi membre de la tribu de Boëglin, ont réalisé une installation dont ils développeront l'idée lors du prochain « Octobre des arts » lyonnais. Depuis un an, ils réalisent ensemble un journal. Ils y mêlent, en écho avec l'actualité, photographies, écriture et dessins de Fenouillet. Avignon est leur première ville-étape, au Sud, trois autres suivront.

O. G.

★ Du lundi au dimanche et de 17 h 30 à 19 h 30. Rue Dumetz, Avignon, 1^{er} étage. Jusqu'au 31 juillet.

Films muets japonais

L'art du « benshi »

Le programme cinéma du festival confirme que les films muets ne l'ont jamais vraiment été. Seule une cinéphilie trop radicale a pu faire croire qu'existe une essence de l'art des images mouvantes existant le son. Actuellement les musiciens qui participent à la redécouverte du patrimoine cinématographique refaçonnent notre vision.

Le plus étonnant du programme avignonnais a été la première représentation en Occident d'un choix de films muets japonais au cloître des Célestins, commentés au micro, à l'ancienne manière des *benshi* (commentateurs). Une dame s'assied en biais, de côté par rapport à l'écran. Sa voix se mêle à un arrangement musical d'époque, aux sonorités très européennes. Elle interprète les interstices, carrément elle improvise, presque sans reprendre haleine, ici des propos d'enfants, là des grognements de vieillards, une douce voix musicale.

Dire que l'on comprend parfaitement ce qui se passe serait exagéré. Mais, plus que le sens d'un récit, comptent le ton, le rythme, la symphonie de la voix japonaise infiniment malléable. Des images banales sont soudain dotées de magie.

Nous aurions aimé, tant qu'à tenter cette expérience, pouvoir goûter un film des débuts de Mizoguchi, pour voir si cette technique ajoutait encore à la qualité intrinsèque du futur grand cinéaste des années 30-50.

LOUIS MARCORELLES.

OFF

Le bon vent du Théâtre du Galion

Rien a priori ne prédisposait le New-Yorkais Howard Buten, écrivain, mime, clown et docteur en psychologie, à tourner son regard vers La Roche-sur-Yon, cinquante mille habitants, au sud de Nantes. Pourtant, une photographie le montre souriant, un peu étonné, sur le quai de la gare, en 1982. Il était venu voir de près à quel point pouvait bien ressembler l'adaptation théâtrale de son roman *Quand j'avais cinq ans je m'ai tué*, et ces Français qui, pour la première fois, s'intéressaient à son cas.

Entre lui et le Théâtre du Galion, codirigé par Pierre-Yves Mabry et le metteur en scène Alain Sabaud, est née ainsi une amitié. Et quand Howard Buten orne en France *Buffo*, l'histoire de ce petit clown, grand enfant silencieux, le Théâtre du Galion en assure la production et la diffusion. Y compris, cette année, dans le Off. Pas tant pour vendre *Buffo*, dont la tournée 1988-1989 est déjà bouclée, que pour faire, une

fois de plus, acte de présence, histoire de prendre un « bol d'air » : La Roche-sur-Yon, ville de Paris, c'est une véritable excursion. Paris, d'ailleurs, le Théâtre du Galion s'y rend régulièrement. On verra cette année au Théâtre du Ranelagh *Sur la grand route* et *Une noce*, de Teckelbo, dans la mise en scène d'Alain Sabaud.

Au regard de beaucoup d'autres, le Théâtre du Galion est donc une compagnie saine. Elle assure sur le terrain le rôle d'un véritable centre dramatique régional : une centaine de représentations par an dans la ville, en Vendée et bien au-delà. Fondé à Nantes en 1974, le Galion répond, en 1993, à l'invitation de la municipalité de La Roche-sur-Yon, avec laquelle le lie une double convention. Convention artistique, assortie d'une subvention annuelle de 300 000 F, qui vient s'ajouter aux 50 000 F du département et aux 140 000 F de la direction du théâtre.

La ville met également à la disposition du Galion son théâtre municipal, une charmante salle à l'italienne de la fin du dix-neuvième siècle. Galion y dispose de bureaux, et a ouvert au public une bibliothèque théâtrale. Il veille à composer une saison ouverte. En 1987-1988, il invite tout aussi bien un *Offenbach* ou des *Nuits du rire* que *les Eaux et Forêts*, de Marguerite Duras, mis en scène par Claude Yernin.

Si le temps de l'utopie des créations collectives est révolu pour Alain Sabaud (*la Sœur du soleil*, *le Petit Soldat de paille*, spectacles connus des familiers du Off), il croit toujours dur comme fer à la décentralisation. Le Galion produit chaque année un spectacle léger, qui tourne dans les villages du département.

ODILE QUIROT.

★ *Buffo*, de et par Howard Buten, au Mazzag, 22 heures.

LE VILLAGE SUISSE
PARIS
150 ANTIQUAIRES
28, AVENUE DE SUFFREN
54, AVENUE DE LA MOTTE-PIQUET
75015 PARIS
OUVERT DE 10 H A 19 H
LES JEUDIS, VENDREDIS, SAMEDIS, DIMANCHES ET LUNDI

LE MONDE IMMOBILIER
Publicité
Renseignements :
45-55-91-82
Poste 4138 - 4324

ARTS

Rétrospective de la Nouvelle Atlantide

Couleur et musique

Après la rétrospective de la Nouvelle Atlantide, les arts de la scène et de la musique ont été présentés. Les arts de la scène ont été présentés par la Nouvelle Atlantide, les arts de la musique par la Nouvelle Atlantide. Les arts de la scène ont été présentés par la Nouvelle Atlantide, les arts de la musique par la Nouvelle Atlantide.

Après la rétrospective de la Nouvelle Atlantide, les arts de la scène et de la musique ont été présentés. Les arts de la scène ont été présentés par la Nouvelle Atlantide, les arts de la musique par la Nouvelle Atlantide.

Après la rétrospective de la Nouvelle Atlantide, les arts de la scène et de la musique ont été présentés. Les arts de la scène ont été présentés par la Nouvelle Atlantide, les arts de la musique par la Nouvelle Atlantide.

Après la rétrospective de la Nouvelle Atlantide, les arts de la scène et de la musique ont été présentés. Les arts de la scène ont été présentés par la Nouvelle Atlantide, les arts de la musique par la Nouvelle Atlantide.

Après la rétrospective de la Nouvelle Atlantide, les arts de la scène et de la musique ont été présentés. Les arts de la scène ont été présentés par la Nouvelle Atlantide, les arts de la musique par la Nouvelle Atlantide.

Après la rétrospective de la Nouvelle Atlantide, les arts de la scène et de la musique ont été présentés. Les arts de la scène ont été présentés par la Nouvelle Atlantide, les arts de la musique par la Nouvelle Atlantide.

Après la rétrospective de la Nouvelle Atlantide, les arts de la scène et de la musique ont été présentés. Les arts de la scène ont été présentés par la Nouvelle Atlantide, les arts de la musique par la Nouvelle Atlantide.

Après la rétrospective de la Nouvelle Atlantide, les arts de la scène et de la musique ont été présentés. Les arts de la scène ont été présentés par la Nouvelle Atlantide, les arts de la musique par la Nouvelle Atlantide.

Après la rétrospective de la Nouvelle Atlantide, les arts de la scène et de la musique ont été présentés. Les arts de la scène ont été présentés par la Nouvelle Atlantide, les arts de la musique par la Nouvelle Atlantide.

Après la rétrospective de la Nouvelle Atlantide, les arts de la scène et de la musique ont été présentés. Les arts de la scène ont été présentés par la Nouvelle Atlantide, les arts de la musique par la Nouvelle Atlantide.

Après la rétrospective de la Nouvelle Atlantide, les arts de la scène et de la musique ont été présentés. Les arts de la scène ont été présentés par la Nouvelle Atlantide, les arts de la musique par la Nouvelle Atlantide.

Après la rétrospective de la Nouvelle Atlantide, les arts de la scène et de la musique ont été présentés. Les arts de la scène ont été présentés par la Nouvelle Atlantide, les arts de la musique par la Nouvelle Atlantide.

Après la rétrospective de la Nouvelle Atlantide, les arts de la scène et de la musique ont été présentés. Les arts de la scène ont été présentés par la Nouvelle Atlantide, les arts de la musique par la Nouvelle Atlantide.

Culture

ARTS

Rétrospective Léger à la Fondation Maeght

Couleur militante

(Suite de la première page.)

Et Léger, optimiste à tout crin, confiant, ouvert au monde nouveau, de plonger au cœur des avant-gardes du début de siècle. Inévitable, vraie force de la nature, il est parvenu à la où se passe, là où l'on débat, là où l'on cherche la langue du vingtième siècle. Et il dialogue, et il prend position, apportant ses réponses toujours très personnelles aux questions que se posent les amis peintres, se frottant aussi aux poètes, aux musiciens, aux architectes et aux cinéastes, pour mieux dégager la spécificité de son propre langage.

Après avoir cherché du côté de l'impressionnisme, des fauves, mais surtout de Seurat, un architecte comme lui, Léger est fortement marqué — comme bien d'autres — par la rétrospective Cézanne de 1907 à Paris. Il devient lui aussi cubiste. Mais son tempérament le pousse plus que les autres à affirmer les formes et les volumes en surface, à avoir du respect pour le physique et le concret.

Sa Cousine et le Pont de 1909 en témoignent dans l'exposition de Saint-Paul-de-Vence, où, s'il paraît pour suivre les rebondissements de l'œuvre quelques tableaux majeurs comme *Nus dans la forêt* de 1910 (dont le musée d'Art Moderne n'allait tout de même pas se séparer l'année de son cinquantenaire), Jean-Louis, le directeur de la fondation, a décroché des prêts exceptionnels auprès de musées et de collectionneurs américains, allemands, suisses, scandinaves et, bien entendu, français, qui compensent largement les absences.

Ainsi pour la période qui suit l'étrange vision des nus et des arbres réduits à des formes cylindriques tirées des leçons de Cézanne, mais aussi très probablement de l'automatisme vert du Douanier Rousseau, le parcours offre un formidable ensemble de tableaux à base de fumée — d'arbres, de fumées ou de locomotives au choix — et de toits, d'aplats et de volumes, de droites et de courbes, de couleurs pures et dégradées, d'éléments descriptifs et de plans abstraits. Léger y cherche par la multitude des contrastes l'équilibre dynamique de la composition. Contrairement à Braque et à Picasso, il ne fractionne pas les plans en transparence. Contrairement à Duchamp ou aux futur-

ristes, il ne cherche pas à traduire le mouvement réel, pas plus qu'il ne cherche celui de la lumière, comme Delaunay. Dans ces deux ou trois années qui précèdent la guerre, et qui aboutissent aux peintures quasi abstraites des *Contrastes de formes*, de déduction en déduction, Léger met en place les grands principes de base de toute son œuvre à venir, y compris la définition de son « réalisme pictural », indépendant de toute qualité imitative, mais résultant de « l'ordonnance simultanée des trois grandes qualités plastiques : les lignes, les formes, les couleurs ». Il n'en démentira pas, et même les réaffirmera plus tard en parlant de « nouveau réalisme », en temps utile, au moment des grandes querelles partisans.

La période « mécanicienne »

Formidable Léger qui, bien que gazé, trouve en 1916 le moyen de revenir de la guerre avec une image forte en tête : celle de la culasse d'un 75 éclaté au soleil dont la beauté l'enchantait, et qui serait à l'origine de sa période « mécanicienne ». Et de se lancer dans les coupes de moteur, les enchevêtrements de pistons et de bielles, non sans avoir fait du mécanicien ouvrier une sorte de dieu égyptien, la tête moustachue de profil, un bras croisé cigarette en main, comme Loti dans le portrait peint par Rousseau, encore lui.

Il emprunte aussi à Delaunay ses disques pour les ramener sur terre, en faire des *Éléments mécaniques*, avant d'aller voir du côté du néo-plasticisme, dont il reconnaît les vertus libératrices de la couleur pure mais qu'il jugera finalement décoratif et meilleur compagnon de l'architecture que de la peinture de chevalet. Et lui de réintroduire la figure humaine en « paysages animés ». Et de peindre des remorqueurs splendides de couleurs subtiles, et des femmes allongées qui ont des allures de remorqueur.

Tout intéresse Léger dans les années 20, période d'intense production. Et l'image de l'homme. Et les plans de couleurs en construction orthogonale, et les objets « purs » de Jeanperet, futur Le Corbusier. Et le cinéma, où il se singularise en inventant le « premier film sans sujet » — *Bal-*

lets mécaniques. Et, peut-être, même Matisse, tant on se demande parfois s'il n'a pas entrepris de reformer l'esprit bourgeois en mettant de l'ordre dans les coussins des canapés en ou plantant telle femme en bleu dans un intérieur « high tee », fort en couleurs comme toujours dans ces années-là. Si Dada n'a pas vraiment tenté ce bouillonnement, dont l'esprit est beaucoup trop constructif, le surréalisme l'a touché qui l'aidera à convoquer les objets dans l'espace, librement, une fois qu'il les aura décollés de la table et décrochés des plans verticaux où il les avait d'abord bien rangés comme dans des vitrines. Au passage de plus en plus orangés des années 30, il lance donc, entre quelques triangles bien acérés, rubans, tronçons de câbles, parapluies, boîtes de sardines et fécules. Histoire de montrer que la figure humaine n'a pas plus d'importance que des clés ou des vélos, puisque tous sont des objets plastiques ?

La crise, la passe difficile

La crise, la passe difficile. Léger est revenu en 1929 au dessin minime et précis, « documentaire », de ciseaux, de vieux gants, ou de silex dont il a étudié les formes corrodées. L'inquiétude l'a pris, mais dans cet examen il a découvert l'antique, le livre, qui lui permet de donner une nouvelle monumentalité à ses figures iconiques, et de sortir de l'esthétique fonctionnaliste. Adam et Eve sur fond de nages découpés comme des sculptures d'Arp annoncent des orages mais aussi un nouveau temps, celui du retour aux grands sujets.

La ville, la vie américaine, où Léger vit pendant la Seconde Guerre mondiale, auront encouragé ses recherches d'une nouvelle peinture, par « l'application implacable des contrastes les plus absolus ». Et les plans de couleurs en construction orthogonale, et les objets « purs » de Jeanperet, futur Le Corbusier. Et le cinéma, où il se singularise en inventant le « premier film sans sujet » — *Bal-*

GENEVIÈVE BREERETTE.
★ Fernand Léger, rétrospective, Fondation Maeght, jusqu'au 31 octobre. Catalogue.

Jean-Claude Risset et Michel Redolfi à la Fondation Maeght

La « Nouvelle Atlantide »

Les Nuits de la Fondation Maeght, dirigées par Blaise Calame, poursuivent leur exploration des constellations et des continents musicaux.

Cet été, l'Italie, avec une grande création de Berio : les *Elais-Unis*, avec Charles Ives ; Cuba, avec Leo Brouwer : l'Espagne, avec Cristóbal Halffter, manifestaient de vigoureuses personnalités, tandis que Jean-Claude Risset et Michel Redolfi, représentant la France, reprenaient à leur compte les stupéfiantes prophéties faites au début du dix-septième siècle par le chancelier et philosophe anglais Francis Bacon dans sa *Nouvelle Atlantide*.

Quoi de plus grisant, en effet, pour des chercheurs de musique électronique et informatique, que de trouver chez ce grand ancêtre la description d'un « continent utopique, lieu d'étonnantes expériences sonores » ?

« Harmonies et mélodies inconnues, quarts de ton et intervalles plus petits, instruments de musique aux sons purs et coulés modifiés, pour paraître tremblotants, imitant les sons articulés, les cris d'animaux et les chants d'oiseaux, machines permettant de faire entendre les sons les plus faibles ou les plus lointains, échou artificiels, effets d'illusion pour tromper les sens. » Ce contemporain de la Grande Elisabeth, et près de cent ans avant Purcell, semble avoir balisé toutes les pistes de la recherche moderne !

Autour des textes les plus marquants de cet ouvrage, dits par deux récitateurs, Risset et Redolfi ont composé une musique qui, sans chercher à illustrer servilement les inventions de Bacon, se réfère à des catégories semblables. Dans le patio de la Fondation Maeght, on embarquait face à la mer, au loin. Depuis un moment, nous étions bercés par l'impressionnant ressac, diffusé par

les haut-parleurs. La tempête à son comble, violente et majestueuse, nous déposa sur le continent inconnu.

Une curieuse liturgie

Alors, sous la conduite d'un guide amène, nous nous promenâmes dans ces jardins sonores de la Nouvelle Atlantide. A vrai dire, pendant la première partie, nous entendîmes surtout un échantillonnage de séquences et de sons, souvent agréables et harmonieux, mais d'une composition lâche, avec, pour finir, une curieuse « liturgie » (chantée par le Chœur contemporain de Roland Hayrabedian), transposition vocale assez réussie d'une musique électronique simulée par l'ordinateur.

Mais, dans la seconde partie, un peu plus courte (quarante et une minutes), les compositeurs sembleraient avoir trouvé leur souffle. Les idées musicales étaient superbes et denses, les développements prirent de l'ampleur : fantastique descente interrompue jusqu'au centre de la Terre (illustrant « les expériences qui peuvent tromper les sens »), voyage interstellaire sur un vaisseau de haut bord, au milieu de multiples effets d'optique, de lumière et de sons, vent de désert, colonnes de feu, agglomérat de poussières scintillantes, de sons de cloche, de cris d'oiseaux... A la fin ne subsistaient que quelques bruits mélancoliques, solitaires, rêveurs : « La Grande Atlantide fut détruite par une vaste inondation. »

Mais la musique s'était égarée au beau texte de Bacon et avait nourri notre imagination, tandis qu'autour de nous des jeux de projecteurs faisaient surgir, çà et là, une silhouette marchante ou immobile de Giacometti, l'éclatant admirable d'un pin. Une étoile filante vint même adresser aux compositeurs le salut amical de Francis Bacon.

JACQUES LONCHAMPT.

ROCK

La mort de Nico

La chanteuse de rock Nico, de son vrai nom Christa Paffgen, est morte d'une hémorragie cérébrale le 18 juillet dernier à Ibiza, en Espagne. Elle était âgée de quarante-huit ans.

Andy Warhol avait fait de Nico l'épouse de sa fameuse « Factory ». Elle fut l'une des muses du rock des années 60.

Née le 16 octobre 1939 à Cologne, d'abord mannequin sur le vieux Continent, Nico commença sa carrière de chanteuse à Londres en 1965, au moment où l'industrie du disque pousse à outrance la commercialisation de la nouvelle musique pop. C'est le temps des faiseurs mais aussi des figures baroques ou ambiguës. Après avoir enregistré à Londres, sous la direction de Jimmy Page, deux chansons peu connues, Nico débarque à New-York et devient vite l'une des figures les plus flamboyantes de l'underground. Le visage au teint de plâtre encadré de longs cheveux noirs, Nico apparaît dans *Chelsea Girls*, le film d'Andy Warhol, s'associe au Velvet Underground (les chansons : *Femme fatale* et *I'll Be Your Mirror*), réalise un premier album solo où elle chante des compositions de Jackson Browne, de Lou Reed et de John Cale. Deux autres albums (*The Marble Index* et *Desert Shore*) conçus avec John Cale contribuent à mythifier l'image tragico-romantique du personnage, « prisonnière de la drogue, qui aime à flirter avec la folie ».

Nico participe encore au film de Philippe Garrel, *La Célestine intérieure*, se produit régulièrement en France dans les années 70, succédant avec John Cale, Lou Reed, Rino, Kevin Ayers, et même avec le groupe Tangerine Dream à la cathédrale de Reims, en 1974.

Il y a un an, l'assaut d'un percussivisme et d'un clavier, Nico donnait un concert au Rex Club. Elle avait repris alors *My Funny Valentine* et *The End*, la chanson-confession de Jim Morrison, autre personnage légendaire du rock'n'roll avec qui elle avait un moment vécu.

CLAUDE FLÉOUTER.

Communication

Bataille entre M. Bass et le patron de presse Robert Maxwell

L'OPA sur la maison d'édition américaine Macmillan

Après Haves, dont il aurait acquis 5 % du capital en Bourse, avant de tenter de s'intégrer aux actionnaires de la Société générale de Belgique qui détient pour sa part 5 % du capital du groupe publicitaire français, le magnat de la presse britannique, M. Robert Maxwell, tourne les yeux vers les Etats-Unis. Sa cible n'est autre que l'éditeur américain Macmillan. Une cible attirante dans la mesure où cet éditeur de livres scolaires et de lettres d'information, qui possède en outre les écoles de langues Berlitz et Katherine Gibbs, a enregistré l'an dernier un bénéfice de 570 millions de francs pour un chiffre d'affaires évalué à 6 milliards de francs.

Par le biais d'une offre publique d'achat (OPA), le patron du groupe Maxwell Communication a proposé, jeudi 21 juillet, de racheter le groupe Macmillan sur la base de 80 dollars l'action, en estimant la maison d'édition américaine à 2,2 milliards de dollars (soit environ 13,5 milliards de francs). M. Maxwell est déjà présent sur le continent nord-américain avec une douzaine d'unités d'impression installées dans les Etats du Connecticut, du Delaware, du Minnesota, du Texas, de Virginie, etc., et avec deux maisons

d'édition, Pergamon Journals Inc. (New-York) et Webb Publishing Company (Saint-Paul). Il n'a cependant pas digéré l'échec de son OPA, l'été dernier, sur la maison d'édition Harcourt Brace Jovanovich (HBJ). Pour résister à l'attaque du bouillonnant patron britannique, HBJ avait utilisé la tactique du *poison pill* (capsule empoisonnée) qui consiste à verser des dividendes élevés aux actionnaires afin de les amener à résister à l'appel des acheteurs et, surtout, à séparer les branches d'activités.

L'OPA lancée par M. Maxwell sur Macmillan est compliquée par le fait qu'il existe un autre candidat à l'achat de la maison d'édition américaine, le milliardaire texan Robert Bass. Ce dernier avait déjà gagné une bataille contre M. Maxwell en rachetant, en 1987, un éditeur de Tullahoma, Bell and Howell. Cette fois, M. Bass a proposé 75 dollars pour l'action de Macmillan. Le patron britannique a donc surmenché. La Bourse s'attend à une lutte féroce pour le contrôle de l'entreprise. L'action a grimpé de 4,25 dollars, dès vendredi 22 juillet, au New-York Stock Exchange, et atteint aujourd'hui 82 dollars. Cela ne semble pas décourager M. Maxwell, désireux de développer son implantation aux Etats-Unis. « Je suis heureux, a-t-il noté, que Macmillan considère mon offre en même temps que celle de Robert Bass. » Cependant, a-t-il immédiatement ajouté, une de mes conditions est que le mouvement de restructuration actuel soit stoppé.

Pour prévenir l'offensive de M. Robert Bass, le patron de Macmillan, M. Edward Evans, avait, en effet, mis au point un plan de bataille inspiré de celui de HBJ : séparation de la société en deux entités (édition et information), augmentation du dividende versé aux actionnaires et participation accrue des managers au capital, dont ils détiendraient les tiers. Cette contre-attaque a pourtant été bloquée par la cour de l'Etat du Delaware qui la jugeait trop favorable aux managers.

Le 18 juillet, M. Bass faisait ses premières propositions et, en milieu de semaine, M. Robert Maxwell lui contait le pas. La bataille entre les deux rivaux risque d'occuper la scène boursière américaine pendant une bonne partie de l'été.

YVES-MARIE LABÉ.

Le conflit de l'imprimerie Jean Didier

La CGT appelle à une manifestation pour lundi

Le ton est monté à nouveau d'un cran entre le Livre CGT et M. Jean Didier, après la réponse de ce dernier au communiqué de M. Jean-Pierre Solson. Le ministre des affaires sociales et de l'emploi a invité le patron de l'imprimerie de Massy-Palaiseau (Eascom), en lock-out depuis plus de cinq semaines, « à remettre son entreprise en activité sans préalable ». M. Didier, interviewé par le 5, « il est hors de question de reprendre sans préalable ». L'imprimerie s'oppose toujours à la réintégration des vingt-quatre salariés dont il a demandé le licenciement, parmi lesquels figurent dix-neuf délégués du Livre CGT. L'inspection du travail de l'Eascom devrait rendre son rapport, après enquête contradictoire, dans le courant de la semaine prochaine (Le Monde du 22 juillet).

De côté du Livre CGT, on s'étonne de la lenteur avec laquelle le gouvernement et le ministère des affaires sociales et de l'emploi ont réagi sur un dossier aussi explosif. « Dans tous autres conflits, on aurait nommé depuis longtemps une commission ou un médiateur », note M. Roger Lanery, secrétaire général du Livre CGT de France. Le syndicat a aussi fait part de son étonnement devant le prix de 1 milliard de francs octroyé récemment à M. Didier par un consortium de banques, ce qui devrait lui permettre de construire une nouvelle imprimerie entièrement robotisée, en 1991, à Mary-sur-Marne.

Ce projet devrait remplacer certaines unités d'impression que possède M. Jean Didier, et notamment le site de Massy-Palaiseau. La lutte suscitée par la réintégration des salariés du Livre CGT s'explique par le fait que l'entreprise de Massy-Palaiseau est condamnée par le tracé du TGV.

M. Didier, ancien ouvrier du Livre devenu patron de cinq imprimeries qui fabriquent de nombreux périodiques (VSD, l'Evénement du jeudi, des cahiers du Figaro Madame et du Figaro TV, du Point, de l'Express, le Panorama du médecin, etc.), estime qu'il est engagé « dans une épreuve de force avec le Livre CGT ». Lundi 25 juillet, cette épreuve prendra une toute autre dimension. Le Livre a appelé ses adhérents à « escorter » les trois cent vingt salariés de l'imprimerie de Massy. « Il est vraisemblable que, lundi, il y aura deux mille à trois mille personnes pour nous empêcher d'entrer », a indiqué M. Didier. Le Livre CGT, quant à lui, met en cause « les nervis dont M. Jean Didier s'entoure » dans ses entreprises.

Y.-M. L.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

OFFRE PUBLIQUE D'ACHAT DES ACTIONS HOLOPHANE PAR THORN EMI Plc

1725 F par action

Attention cette offre est valable jusqu'au 5 Août 1988
Consultez sans attendre votre banque ou intermédiaire financier

■ Une offre unique :

- La proposition de THORN EMI est la seule recevable.
- Le prix d'achat par action HOLOPHANE présentée à l'offre (hors coupon 1987) est de 1725 F, soit deux fois plus élevé que le dernier cours coté avant l'OPA et supérieur de 41 % à l'offre initiale.
- Aucune réduction des ordres ne sera opérée : THORN EMI achètera toutes les actions présentées à son offre et lui permettant d'obtenir au moins 50,01 % du capital.

■ Une alliance constructive :

- L'opération permet de constituer un ensemble qui prendra place parmi les tout premiers groupes de l'industrie de l'éclairage mondial.
- C'est pour HOLOPHANE une opportunité de développer ses gammes et ses implantations et de devenir avec l'appui de THORN EMI le pilier du développement de la branche éclairage du groupe en Europe continentale.
- L'offre de THORN EMI a été jugée très satisfaisante à l'unanimité du conseil d'administration d'HOLOPHANE.

■ Un partenaire dynamique :

- Le groupe THORN EMI a réalisé en 1987 :
- Un chiffre d'affaires consolidé de 33,6 milliards de francs (± 3,2 milliards).
- Un bénéfice consolidé de 1,05 milliard de francs, avant impôts et éléments exceptionnels (± 99,6 millions).

L'opération est présentée par LAZARD FRÈRES & Cie

Les notes d'information, ayant obtenu les visas COB n° 88-153 du 16 mai 1988 (Thorn EMI) et n° 88-161 du 24 mai 1988 (Holograph), ainsi que leurs modifications, sont tenues à la disposition du public chez les intermédiaires financiers ou peuvent être obtenues chez LAZARD FRÈRES & Cie, 121, bd Haussmann 75008 Paris, et au siège d'HOLOPHANE, 156, bd Haussmann 75008 Paris.

THORN EMI

Samedi 23 - Dimanche 24 juillet

ORANGE MÉCANIQUE (**) (Brit.

16 h 05.

PINK FLAMINGOS (**) (A., v.a.):
Ciné Beauroche, 3* (42-57-52-56) 0 h.

PINK FLOYD THE WALL (Brit.-A., v.a.): Grand Paris, 15* (45-54-46-45)

LE POÈME (***) (Fr.): Utopia Cinéma, 5* (43-26-84-45) 21 h 30.

A POISON (FR): Desfont, 1* (43-21-41-01) 18 h.

POLYESTER (A., v.a.): Ciné Beauroche, 3* (42-57-52-56) 0 h 15.

PURPLE RAIN (A., v.a.): Eclair, 1* (47-27-08-04) 0 h 30.

QUADROPHENIA (**) (Brit., v.a.): Grand Paris, 15* (45-54-46-45) 12 h.

SAO, OU LES 128 JOURNÉES DE
SAO (Jap. (v.a.)) : Ciné Beauroche, 3* (42-57-52-56) 0 h 10.

TOP MAKING SINE (A., v.a.): Grand Paris, 15* (45-54-46-45) 12 h.

STRANGER THAN PARADISE (A.-All., v.a.): Utopia Cinéma, 5* (43-26-84-45) 22 h 10.

LEUR LES QUAS (A., v.a.): Ciné Beauroche, 3* (42-57-52-56) 11 h 35.

THE ROCKY HORROR PICTURE
SHOW (A., v.a.): Studio Galante, 9* (43-54-72-71) 0 h 10.

TINTIN ET LE LAC AUZ REQUIS
(Fr.-Bel.): Saint-Lambert, 15* (45-52-91-68) 17 h.

LE MATIN (**) (Fr.): Grand Paris, 15* (45-54-46-45) 14 h.

URGENCE (FR): Studio des Ursulines, 5* (45-26-19-00) 18 h.

LE VENTRE DE L'ARCHITECTE
(A., v.a.): Desfont, 1* (43-21-41-01) 19 h 40.

VILLE ÉTRANGÈRE (Fr.): Studio 43, 15* (47-27-08-04) 16 h.

A T-UN FILLOTE DANS L'AVION
(A., v.a.): Grand Paris, 15* (45-54-46-45) 22 h 30.

VEELEN (malais, v.a.): Le Berry Zébré, 11* (47-37-51-55) 16 h, 18 h, 22 h 15.

DOUVEAUX

Montparnasse, 14* (43-26-15-06);
Convention Saint-Charles, 15* (45-79-33-00); UGC Convention, 15* (45-74-93-40); Paté Clichy, 18* (45-52-10-61); La Gambetta, 20* (46-56-19-06).

LAISSEZ PERVERS (**) Film américain de Lucio Fulci, v.a.; George V, 8* (45-62-41-46); v.f.: Paramount Opéra, 9* (47-42-56-31); Faucett, 11* (43-31-56-86); Sept Paranaissies, 14* (43-20-32-50); Paté Montparnasse, 15* (45-54-46-45); v.f.: Paramount Opéra, 9* (47-42-56-31).

RETOUR DE FLAMME (**). Film américain de Gilbert Catta, v.a.; Paté Marignan-Concorde, 8* (43-39-52-84); v.f.: Paté Française, 9* (47-42-56-31); Faucett, 11* (43-31-56-86); Mutual, 14* (45-39-52-43); Paté Montparnasse, 15* (43-20-1-06); Convention Saint-

LES FILMS NOUVEAUX

37-57-47); Studio 43, 9th (47-70-63-40).

NOUVEAU DEPT. 1° (45-34-04-94) : Jean Carl Buechler, v.a. : UGC Remiremont, 8° (45-43-16-16) : v.f., Rem. 2° (45-36-56-35) : UGC Montparnasse, 14° (45-74-94-94) : Paramount Opéra, 9° (47-42-56-31) : UGC Lyon Bastille, 12° (45-43-01-49) : UGC Gobelins, 19° (45-35-43-35) : Gaumont Alamy, 14° (43-27-84-50) : Gaumont Convention, 15° (48-28-42-27) : Images, 19° (45-22-47-94).

OPÉRA ET CAPRICES. (1°) Film italien de Tinto Brass, v.a. : Forum Orient Express, 1° (42-33-43-26) : Gaumont, 9° (45-62-41-46) : v.f., 1° (45-62-41-46) : v.f. (77-78-82) : Pathé France, 9° (47-70-33-33) : UGC Bastille, 12° (45-43-01-59) : UGC Gobelins, 19° (45-36-24-24) : Métastat, 14° (45-38-22-43) : Pathé Montparnasse, 14° (43-20-12-06) : Images, 19° (45-22-47-94).

LES VIEUX CARRELLS. Film italien de Franco Carlini et Pipolo, v.a. : Kallit, Média Logos, 5° (45-54-42-34).

OPÉRA.

« Le quartier Bretonnais-Sud avec le site de l'UNESCO », 14° (45-74-94-94) : Jean-Claude-François-Xavier (v. de Lande).

« L'Opéra », 15 heures, en Haut des Arches (Tourisme culturel).

« Les Invalides », 15 heures, esplanade, devant les grilles (Arcus).

« La maison des Compagnons du droit du tour de France », 15 heures

ce d'ici et d'ailleurs).

11.11.14

« La Cour des miracles », 14 h 30, Troisième Avenue (C.A. Messer).

« Promenade avenue Foch, Musée d'Orsay », 14 h 30, entrée du musée, avenue Foch (Chapelle de l'art).

« Quartier Alma-Chailot », 14 h 45, Tour Champs-Élysées-Clemenceau de Langlade).

« Hôtels et passages du faubourg Montmartre », 15 heures, parvis de la Madeleine (Mlle Christine Lœstner).

« Le fonctionnement de l'Hôtel des ventes », 15 heures, sortie métro helius-Drouot, sous la grosse horloge (naissance d'ici et d'ailleurs).

« Autour de Saint-Nicolas-Chapelle », 15 heures, devant les Parloirs.

LUNDI 25 JUILLET

• Le quartier Breteuil-Suffren avec site de l'UNESCO, 14 h 45, métro Invalides-François-Xavier (V. de Lande).

• L'Opéra, 15 heures, en haut des arches (Tourisme culturel).

• Les Invalides, 15 heures, esplanade, devant les grilles (Arcus).

• La maison des Compagnons du devoir du tour de France, 15 heures, avant l'église Saint-Gervais (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

• La Pyramide et l'aménagement du grand Louvre, 16 h 30, métro Tuileries (C.A. Messer).

LE LOUR

• La Cour des miracles, 14 h 30, métro Sentier (C.A. Messer).

• Promenade avenue Foch, Musée d'Orsay, 14 h 30, entrée du musée, avenue Foch (Approche de l'art).

• Quartier Alma-Chapelle, 14 h 45, tour Champs-Élysées-Clemenceau de Langlade.

• Hôtels et passages du faubourg Mont-Honoré, 15 heures, parvis de la Madeleine (Marie-Christine Lasserre).

• Le fonctionnement de l'Hôtel des ventes, 15 heures, sortie métro Chélieu-Drouot, sous la grosse horloge (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

• L'Auditorium de Saint-Nicolas-Chardonnet, 15 heures, devant les Parfums de la ville.

MARDI 26 JUILLET

La Cour des miracles», 14 h 30, rue Sentier (C.A. Messier).

Promenade avenue Foch, Musée d'Orsay, 14 h 30, entrée du musée, avenue Foch (Approche de l'art).

Quartier Alma-Chaillot, 14 h 45, rue Champs-Élysées-Clemenceau (de Langlade).

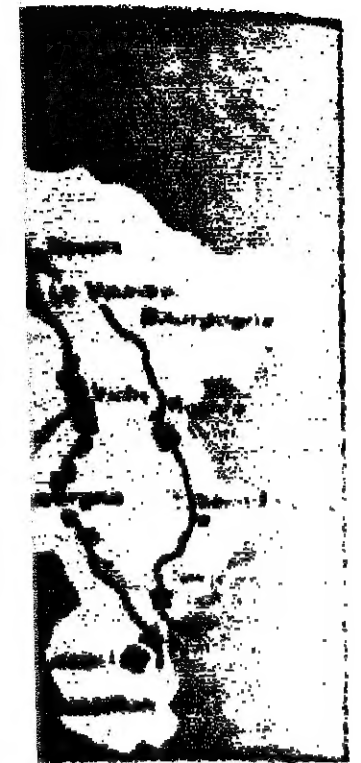
Hôtels et passages du faubourg du Mont-Honoré, 15 heures, parvis de la Madeleine (Marie-Christine Lasnier).

Le fonctionnement de l'Hôtel des Champs-Élysées, 15 heures, sortie métro Champs-Élysées-Drouot, sous la grosse horloge (Annales de la Ville de Paris).

Autour de Saint-Nicolas-Chardonnet, 15 heures, devant l'Église (Paris et son histoire).



gurée ?



Des dégâts considérables

L'abaissement du taux de base des banques

Une mesure pour les PME

En ramenant à 9,25 %, le 22 juillet, leur taux de base, déjà abaissé de 10,10 % à 9,60 %, le 14 mai 1988, les banques ont cédé aux demandes instantanées de leur ministre de tutelle, M. Pierre Bérégovoy, qui voulait absolument faire bénéficier les petites et moyennes entreprises de la baisse des taux d'intérêt à court terme. Entre le 28 mai et le 3 juillet, toujours à la demande instantanée du ministre, la Banque de France avait diminué de 1/2 point son taux d'intervention revenu de 7 1/4 % à 6 3/4 % au plus bas depuis juillet 1979.

Mais les établissements bancaires s'étaient refusés, jusqu'à présent, à répercuter cette diminution sur leur taux de base. Ils mettaient en avant le fait qu'une telle mesure ne touche qu'une partie seulement de leurs ressources, celles qu'ils empruntent sur le marché interbancaire. Le coût d'une autre part appréciable de ces mêmes ressources, les comptes sur livret, devant

rester inchangés, puisqu'il est allé au contraire de la rémunération des livrets de caisse d'épargne, ramenée de 8 % à 4,50 % en mai 1988. Les banques, enfin, voulaient être sûres que les taux de l'argent à court terme allaient vraiment baisser, ce qu'ils n'ont fait que la semaine dernière, à moins de 7 %.

En attendant, l'abaissement des taux d'intervention de la Banque de France ne profitait qu'aux grandes entreprises, qui obtiennent des crédits bancaires à des taux voisins du marché (autour de 7 %), ou peuvent émettre des billets de trésorerie à ce même taux de 7 %. En revanche, les PME paient le prix fort pour leurs crédits en s'appuyant sur le taux de base bancaire (TBB) une série de commissions (mouvement, plus fort découvert), plus une majoration variable en fonction de leur situation financière, le tout pouvant atteindre 12 % à 15 %. Certes, sous la pression de la concu-

rence, les PME les plus performantes obtiennent, maintenant, des conditions bien meilleures, mais les banques se montrent réticentes, car, outre les risques que comportent les prêts aux PME, ces dernières, ainsi que les particuliers, constituent maintenant la principale clientèle des établissements, les grandes entreprises ayant repris leur liberté.

L'abaissement du taux de base bancaire (TBB) va donc alléger les charges des PME et aussi celles des particuliers, pour leur partie personnelle, le plus souvent indexée sur le TBB. Relevons, toutefois, que cet abaissement de 0,35 % ne correspond qu'en partie à la diminution de 0,60 % du taux directeur de la Banque de France et que, en contrepartie, M. Bérégovoy envisage de supprimer une fraction de la taxe sur les encours de crédit, créée en 1979 et qui rapporte 1,4 milliard de francs.

FRANÇOIS RENARD.

TRANSPORTS

Nommé par M. Michel Delebarre

M. Jean Peyrelevade est chargé d'une mission de conciliation à Air Inter

Comme il en avait annoncé l'intention au début de la semaine, M. Michel Delebarre, ministre des transports et de la mer, a confié à une personnalité le soin d'essayer de trouver une solution dans l'intermittent conflit qui oppose la direction d'Air Inter aux syndicats de pilotes et de mécaniciens.

Il s'agit de M. Jean Peyrelevade, désigné officiellement le 22 juillet. Actuellement président de la banque Stern, M. Peyrelevade est aussi ingénieur en chef de l'aviation civile, et il a travaillé aux côtés de M. Delebarre au cabinet de M. Pierre Mauroy lorsque celui-ci était premier ministre.

M. Peyrelevade est chargé de mener rapidement à l'attention du ministre une mission d'information (...) et d'examiner des solutions

réalistes et constructives. Le ministre des transports ajoute dans un communiqué : « Dans cette affaire, toutes les parties prenantes doivent être écoutées et comprises (...). Mais chacun doit comprendre que cette mission est une dernière occasion d'y parvenir de manière positive pour tous. »

« Le rétablissement normal du service public ira sans aucun doute dans ce sens », assure le ministre, qui rappelle que, « depuis trop longtemps, les grèves qui perturbent le fonctionnement d'Air Inter ont occasionné des difficultés dans les conséquences concernent directement les usagers, le développement des régions, l'aménagement du territoire et le fonctionnement du service public d'une partie du transport aérien ».

M. Peyrelevade reprend donc la mission de médiation que l'ancien ministre des transports, M. Jacques Doufflaingues, avait confiée à M. Claude Abraham, président de la Compagnie générale maritime (CGM), et qui s'était soldée par un échec. On sait que mécaniciens et pilotes d'Air Inter réclament le pilotage à trois de l'Airbus A-320, ce que refusent à la fois la direction et les pouvoirs publics. Une nouvelle

grève matinale (de 0 heure à 8 heures) est d'ailleurs prévue pour la semaine du 25 au 29 juillet.

Ce conflit entraîne de plus en plus les relations entre pilotes d'Air Inter et pilotes d'Air France au sein même du Syndicat national des pilotes de ligne (SNPL). Le bureau d'Air Inter du SNPL stigmatise les « fanatismes de l'équipage à deux » à Air France. Le 22 juillet, l'intersyndicale des pilotes et mécaniciens d'Air Inter est même allée très loin, dans un communiqué, en déclarant : « A Air Inter, où l'on fait annuellement deux fois et demi plus de décollages et d'atterrissages qu'à Air France, l'équipage à trois n'a jamais tué personne. L'équipage réduit à deux pilotes est soit dangereux, soit plus cher, au choix. Depuis Habsheim [l'accident de Mulhouse fin juin], ses passagers sur A-320 ont participé collectivement à une action hémorragique, au moins par imprudence. »

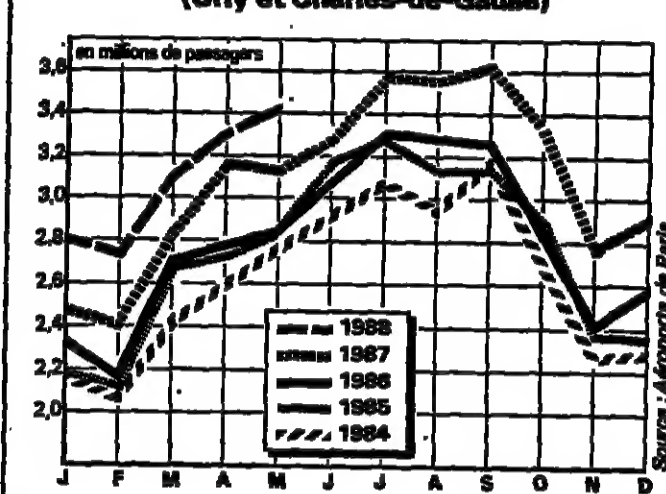
Enfin, les réunions prévues entre le cabinet du ministre des transports et de la mer et les syndicats de contrôleurs du trafic aérien ont commencé le 22 juillet et se poursuivront durant tout l'été.

De Matignon à Stern via Suez

Né en 1939, ancien élève de l'Ecole polytechnique, Jean Peyrelevade quitta l'aviation civile en 1973 pour entrer au Crédit lyonnais et y devenir directeur du département du commerce extérieur. Socialiste, comme M. Jean Doufflaingues, président de cette banque de février 1982 à juillet 1988, il fut directeur adjoint du cabinet de M. Pierre Mauroy, premier ministre, avant d'être désigné, en mars 1983, comme PDG de la Compagnie financière de Suez, en remplacement de M. Georges Plescoff, touché par la limite d'âge. D'un caractère réservé, peu soucieux de son apparence avec, sous une veste, un étroit chandail, méfiant, ardeur de ne pas se faire « téléviser » par quiconque, il était appliqué à reconstruire les structures de l'empire Suez, mis à mal par la nationalisation qui l'avait privé de ses banques.

F. R.

TRAFIC DES AÉROPORTS PARISIENS (Orly et Charles-de-Gaulle)



Ce graphique montre l'augmentation régulière et importante du trafic aérien de passagers au départ ou à l'arrivée des aéroports parisiens. Une progression à la fois d'année en année et à l'intérieur des douze mois, qui culmine dans la période d'été.

Avec l'autorisation de la Commission de Bruxelles

Paris freine l'importation des téléviseurs japonais

(Suite de la première page.)

En contrepartie, la part des producteurs français fondée de 59 % à 44 %, avec une concurrence commerciale, a entraîné une chute de 20 % des prix. La pression des étrangers s'est accentuée sur les premiers mois de 1988 avec 269 000 postes importés. Le quota annuel de 82 000 postes venus directement du Japon, appliqué depuis 1982 par la France, est quant à lui consacré aux trois quarts. La France a donc pu arguer de la situation, et des menaces qu'elle fait peser sur les emplois de ce secteur — en 1987, les effectifs se sont réduits de 5 % — pour demander une mesure de protection, en déjouant le « détournement de trafic » opéré par les japonais.

A. L.

Cependant, font entrer des produits dans des pays de la CEE, puis profitent ensuite du principe de libre circulation intracommunautaire pour s'introduire dans des États membres qui imposent certains contingents à leurs produits. La France fait partie de ces derniers. On se souvient de la célèbre « bataille de Poitiers » sur les magnétoscopes en 1982. La France avait, à l'époque, pour limiter les ventes dans l'Hexagone, obligé les importateurs à effectuer leurs formalités de douane dans cette ville, ralentissant du coup considérablement les délais de livraison. La Commission avait condamné l'attitude française.

Dans le secteur automobile, la France pratique également le système des quotas en limitant les ventes de voitures japonaises à 3 % du marché. Elle n'est d'ailleurs pas seule à se protéger en ce domaine puisque l'Italie et la Grande-Bretagne ont aussi érigé des contingents.

En outre, les autorités françaises étudient la possibilité d'inscrire dans le quota de 3 % les ventes de voitures que Nissan veut réaliser dans

l'Hexagone en exportant ses modèles fabriqués en Grande-Bretagne. Les groupes automobiles nationaux désapprouvent en effet l'insuffisance de la part européenne dans ces véhicules (au moins 60 %).

Même si elle n'est qu'une simple mesure commerciale de sauvegarde, destinée à protéger partiellement les fabricants européens de téléviseurs qui doivent mobiliser toutes leurs ressources financières pour préparer les produits de demain et conforter leurs positions mondiales face à la pression asiatique, la décision prise par Bruxelles en faveur de la France est significative. S'inscrivant dans la perspective du grand marché européen de 1993, elle préfigure une politique commerciale communautaire à l'égard des pays tiers qui souhaitent utiliser la pression des frontières des États membres à leur profit. Les Japonais sont passés maîtres en la matière et multiplient ainsi les implantations dans la CEE, comme ils l'ont fait aux États-Unis, pour consolider leurs positions européennes.

CLAIRE BLANDIN.

REPÈRES

Conjoncture En RFA, hausse des bénéfices des entreprises...

Le bénéfice net des entreprises allemandes a progressé de 60 % en quatre ans (1983-1988), indique le dernier rapport mensuel de la Bundesbank. Le ratio bénéfice net sur le chiffre d'affaires qui indique leur rentabilité, est ainsi passé de 4,1 % à 4,9 %. Alors que, durant ces quatre années, le prix des matières importées diminuait, les dépenses d'exploitation n'augmentaient que de 9,3 %. La consolidation des fonds propres a été sensible. Calculés en pourcentage de la somme au bilan, les capitaux propres des sociétés allemandes ont atteint 19,1 % en 1988 contre 18,4 % en 1983.

... et des rentrées fiscales

Une conjoncture favorable a permis aux pouvoirs publics de bénéficier d'une hausse de 4,9 % des rentrées fiscales durant le premier semestre par rapport à la période correspondante de 1987, annonce le ministère des finances de la RFA. Les recettes tirées de la taxe sur le chiffre d'affaires des sociétés ont progressé de 4,8 %, pour représenter 61,7 milliards de marks (208 milliards de francs), et les allègements fiscaux du début de l'année n'ont pas empêché les rentrées au titre de l'impôt sur le revenu d'augmenter de 3,3 %, pour représenter 75,5 milliards.

Prix

Hausse de 0,3 % aux Etats-Unis en juin

Les prix de détail ont augmenté de 0,3 % en juin aux Etats-Unis, contre 0,4 % en avril et en mai, ce qui porte le rythme annuel de l'inflation à 4,4 % pour les six premiers mois de l'année, comme en 1987. Cette modération de la hausse est due à une baisse des coûts de l'énergie, notamment du pétrole (-0,9 %), qui a compensé une flambée des prix des produits alimentaires (+0,7 %). Cette flambée ne s'explique que partiellement par la sécheresse dont souffre le Middle West, si l'on met à part l'augmentation spectaculaire du poulet (+5,4 %) et des oeufs (+6,8 %), en relation directe avec l'absence de pluie. Hors énergie et alimentation, les prix de détail américains ont augmenté de 0,4 % en juin.

Acier

Progression en 1988 de la consommation

La consommation d'acier dans les 24 pays de l'OCDE devrait augmenter de 3,5 % en 1988, mais la production ne devrait croître que de 2,5 % environ, en raison de la baisse continue des échanges d'acier avec le reste du monde. Ces prévisions figurent dans la dernière enquête annuelle de l'OCDE confirmant que la demande progressera pour la deuxième année consécutive (+5 % en 1987), en raison d'une augmentation de l'utilisation de l'acier mais aussi de la formation de nouveaux stocks, qui constitue un risque pour l'évolution future du marché.

SOCIAL

Selon une étude du CERC

Les jeunes sont doublement pénalisés par le chômage et le niveau de salaire

L'augmentation du chômage des jeunes n'a pas seulement pour effet de limiter gravement les possibilités d'emploi pour les moins de vingt-cinq ans. Elle a également pesé sur l'évolution des salaires, orientée à la baisse.

Publiée par le Centre d'études des revenus et des coûts (CERC), le 4 juin 1988, une étude démontre que les jeunes doivent attendre plus longtemps avant de trouver un emploi mais, lorsqu'ils en ont un, sont, en comparaison de leurs aînés, moins bien rémunérés que par le passé. En moyenne, les jeunes de dix-huit à vingt ans gagnent 19 % de plus que le SMIC en 1973, et étaient à 3 % de mieux en 1983. Les jeunes âgés de vingt et un à vingt-cinq ans gagnent en moyenne 58 % de plus que le SMIC en 1973, et 35 % seulement en 1985. A temps complet, et toutes qualifications confondues, les jeunes de dix-huit à vingt ans avaient un salaire moyen égal à 70 % de celui des ouvriers en 1973, à 66 % en 1985. Les jeunes de vingt et un à vingt-cinq ans gagnaient en moyenne 93 % du salaire ouvrier en 1973, 88 % en 1985.

Plusieurs phénomènes expliquent cette baisse relative qui a encore dû s'accroître depuis, mais le CERC la met d'abord en relation avec le développement, au cours de la dernière période, des mesures d'insertion sociale et professionnelle qui constituent des situations de « quasi-emploi » (TUC, SIVP, contrats de la formation en alternance et apprentissage).

Or ces formules au statut particulier fonctionnent avec des rémunérations la plupart du temps inférieures au SMIC et rassemblent 630 000 jeunes.

Sur 100 jeunes de seize à vingt-quatre ans, 48 sont scolarisés, 7 autres sont inactifs ou au service militaire et 45 sont donc considérés comme actifs. Sur 100 actifs, 25 sont chômeurs, 44 ont un contrat

de travail à durée indéterminée, 4 sont non-salariés et 8 ont un emploi précaire (interim, saisonnier, contrats à durée déterminée, vacataires, etc.). Restent 19 % des jeunes actifs qui occupent ces fameux « quasi-emplois » en plein essor, dont l'objectif devrait être une fonction de formation et d'initiation à la vie professionnelle.

En fait, ces dispositifs se sont progressivement éloignés de leur raison d'être, en partie à cause de l'importance qu'ils ont prise. Près de 300 000 contrats d'adaptation ont été signés entre l'été 1986 et l'été 1987, 330 000 stages SIVP ont été organisés en 1987 et 360 000 jeunes ont été accueillis en TUC. Les SIVP notamment n'ont pas été utilisés pour recruter les moins qualifiés, et le CERC observe qu'une proportion non négligeable a le niveau bac.

Les « quasi-emplois » se concentrent dans les commerces de détail, les industries agricoles et alimentaires, les hôtels-café-restaurants, le commerce et la réparation automobile, c'est-à-dire dans les secteurs qui consacrent le moins de temps et d'argent à la formation continue de leurs salariés et où la part des emplois précaires est la plus élevée.

Aussi, souligne le CERC, le risque que ces stages se réduisent à l'insertion à bon compte des jeunes pour des travaux saisonniers ou des postes d'activité n'est-il pas absent. En réalité, « les formes les plus récentes de quasi-emploi ne s'adressent pas, dans les faits, spécialement aux jeunes sans qualification et ne constituent pas non plus des filières d'insertion dans la vie professionnelle ». TUC, SIVP et autres seraient plutôt des remèdes à l'inactivité et au chômage. L'autre conséquence est la baisse du niveau de salaire entraînée par le recours à une main-d'œuvre à bon marché. Il y a parfois moins d'intentions d'usage politique à ses conséquences concrètes.

A. L.

EN BREF

● Important contrat pour Degrémont au Nigeria. — La société Degrémont filiale du groupe Lyonnais des eaux vient de remporter le contrat de la construction d'une usine d'eau potable à Lagos (6 millions d'habitants), la capitale du Nigeria. La station d'Adiyen produira 320 000 mètres cubes d'eau par jour. Les travaux dureront trente mois. Le montant total du contrat avoisine 700 millions de francs et le génie civil sera assuré par Bouygues.

● Eastern Airlines va supprimer 4 000 emplois. — Eastern Airlines, la grande compagnie aérienne américaine filiale de Texas Air, en graves difficultés financières, a dévoilé le 22 juillet un plan de restructuration prévoyant la suppression de 4 000 emplois, soit environ 12 % de ses effectifs. Le président du groupe aérien, M. Phil Baker, a expliqué que « cette décision traduirait la poursuite des efforts entrepris par Eastern depuis un an pour réduire l'ampleur de ses pertes ». Ces mesures prévoient l'abandon de vols en direction de 14 villes situées pour la plupart dans l'ouest des Etats-Unis, Eastern dont le siège social est à Miami (Floride), a déjà licencié 3 500 personnes en novembre dernier. (AFP)

● Remplacement du PDG d'Honeywell-Bull. — M. Roland D. Pampel (cinquante-trois ans) a été nommé directeur général (président et chef exécutif officiel) de Honeywell-Bull Inc., en remplacement de M. Jérôme J. Meyer. M. Pampel, qui prendra ses fonctions le 25 juillet, était auparavant directeur général de Apollo Computer Inc.

● M. Michel de Rosen chez Rhône-Poulenc. — Michel de Rosen, inspecteur des finances, ancien directeur du cabinet de M. Madelin, ministre de l'Industrie, de mars 1986 à mai 1988, a été nommé directeur de la direction générale Rhône-Poulenc. Il retrouve ainsi un groupe au sein duquel il a été, à la direction santé, de 1982 à 1986, directeur général de Pharmuka.

APPEL D'OFFRES POUR LE NÉPAL

Appel d'offres pour la fourniture de matériel et la construction d'une ligne de transport électrique (132 kV) et de postes de transformation au Népal.

Le gouvernement du Népal a reçu un don et s'est vu attribuer un prêt de la part du gouvernement et du trésor français pour la construction d'une ligne de transport électrique (132 kV) et de postes de transformation entre Nepalganj et Mahendranagar. La totalité du matériel nécessaire à la construction des ouvrages doit être produite en France.

Les entreprises françaises ayant la compétence et les références techniques nécessaires sont invitées à retirer les documents d'appel d'offres à l'ambassade du Népal à Paris (45 bis, rue des Arcades - 75017 Paris) à partir du lundi 25 juillet 1988. Les documents ne seront remis qu'à un représentant autorisé. Le prix d'achat des documents est de 5 000 F non remboursables.

Les offres, qui doivent être préparées sur la base d'un seul lot technique, sont à remettre à :

NEPAL ELECTRICITY AUTHORITY

Durban Marg

Katmandu

Attention Project Manager

Nepalguni/Mahendranagar 132 kV transmission line

Au plus tard le dimanche 18 septembre 1988 à 16 h.

Les offres seront ouvertes le même jour à 17 h en présence des représentants autorisés des soumissionnaires.

Des clarifications éventuelles peuvent être obtenues, jusqu'au 3 août 1988, de la part du comité de haut (Electricité de France) ou s'adressant à l'ambassade du Népal à Paris.

Crédits, changes, grands marchés

LE MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

Sous l'influence des cours de change

Si les rendements des obligations allemandes ont atteint leurs plus hauts niveaux de l'année lundi 18 juillet avant de s'en détacher quelque peu par la suite, c'est bien en fonction de l'influence déterminante des cours de change sur les prix des obligations. La réaction du dollar aux interventions des banques centrales qui s'est produite à partir de mardi a été particulièrement mise à profit par la Banque européenne d'investissement (BEI). Cet organisme se révèle cette année le débiteur le plus important du marché international des capitaux. En fonction des prêts qu'il accorde, il tend à emprunter principalement en devises de la Communauté. Il s'apprête ainsi à solliciter à la fin de l'été ou à l'automne les secteurs de l'école et de la santé.

Lancée mardi dernier à Francfort, sa dernière émission euro-obligataire d'un montant de 800 millions de deutschemarks a rencontré l'assentiment général des investisseurs. La transaction BEI est en deux tranches. L'une, de 500 millions de deutschemarks à cinq ans, procure un rendement brut de 5,47 % sur la

base d'un coupon de 5,50 %. L'autre, de 300 millions à huit ans, rapporte 6,27 % pour un taux d'intérêt facial de 6,25 %. L'opération est dirigée par la Deutsche Bank.

C'est à New-York qu'a vu le jour la seule véritable grande émission internationale de la semaine en dollars des Etats-Unis. Le débiteur est une société japonaise de choix, Nippon Telegraph Telephone (NTT) dont les obligations sont cotées AAA/AA+ par les agences spécialisées américaines. Son emprunt à dix ans est d'un demi-milliard de dollars, et les titres, émis à 99,50 % du nominal, portent intérêt au taux de 9,50 %. Au lancement, leur rendement était de 47 points de base seulement au-dessus des fonds d'Etat correspondants. Les commissions pour les banques se montent au total à 0,65 %. Très bien reçue, l'opération était placée sous la conduite de Goldman Sachs. Le produit de l'emprunt est destiné à être échangé contre des fonds en yens au terme d'une transaction de swap à deux étapes comprenant un passage en dollars à taux flottants.

tiement des affaires dû aux vacances.

En situant à cinq ans la durée de sa nouvelle série de certificats en ECU, le Trésor italien a tout à la fois déclenché la réouverture du compartiment des euro-obligations libellées dans la monnaie européenne et tracé leur contour. On sait que l'Italie émet régulièrement son marché national des titres connu sous les initiales de CTE (certificati di Tesoro in ECU). Le versement des intérêts que produisent ces certificats est soumis à une retenue à la source de 12,5 %. Lundi mardi, l'émission de juillet est considérable. Elle porte sur 1 milliard d'ECU ; sa rémunération brute est de 8,75 % l'an.

Pour celles des eurobanques spécialisées dans le marché des swaps, de telles transactions sont une mine. Tout indique, en effet, que les autorités de la péninsule n'arrivent pas à reprendre d'une main ce qu'elles accordent de l'autre. Cela est une conséquence de l'existence de conventions de double imposition passées avec d'autres pays. Suivant un schéma maintenant bien au point (le Monde daté 3-4 juillet), il est possible de tirer parti du surcroît d'intérêt que Rome doit verser aux investisseurs. Ce surcroît correspond à la ponction que ses services fiscaux exercent lorsque sera directement prélevé l'impôt anticipé de 12,5 % sur les coupons. Il se mesure aux rendements offerts sur l'euromarché où aucune taxe ne vient grever à la source les revenus des placements de capitaux. En gros, on chiffre à une bonne quarantaine de points de base le bénéfice qu'il est possible de réaliser sur ces opérations d'Etat. C'est une situation très confortable qui génère des positions de swaps. Ces dernières sont utilisées pour relancer l'activité primaire sur l'euromarché.

Dans ces conditions, sont apparues deux nouvelles euro-emissions à cinq ans, assorties de coupon de 8 %. L'une, de 75 millions, dirigée par l'eurobanque londonienne de l'Union de banques suisses, est pour le compte de Pirelli. Sur la base de son prix d'émission, elle procure un rendement brut à échéance de 7,56 %. L'autre, dont le montant n'est pas encore fixé, mais qui pourrait aller jusqu'à 100 millions, est pour la banque viennoise Genossenschaftliche Zentralbank ; son rendement brut est de 7,53 % ; elle est placée sous la direction de Morgan Stanley International. On estime que les deux emprunteurs ont finalement à leur disposition des fonds en dollars à taux flottants à un coût évalué au Libor moins 27 points de base. En l'absence des dentistes belges et de leur patients qui faisaient le pont à l'occasion de leur fête nationale, l'accueil initial réservé à ces deux émissions a été fort tiède.

CHRISTOPHE VETTER.

A la recherche de fonds en yens

Norges Kommunalbank, qui se présente sous la garantie du royaume de Norvège, était également à la recherche de fonds en yens. Cet organisme les a obtenus en passant par le marché allemand. Un placement privé de 190 millions de deutschemarks a été organisé par la Westdeutsche Landesbank Girozentrale. Emises à 100,25 %, les notes portent intérêt à 5,125 % l'an, et la durée de l'opération est de quatre ans et deux mois précisément. Ce point a une importance car il explique le caractère privé de l'opération. La banque centrale allemande exige en effet que tout emprunt international en marks destiné à être offert en souscription publique ait une vie d'au moins cinq ans.

En fait, l'opération avait pour but de refinancer un emprunt de type «saurer», c'est-à-dire une émission publique lancée en yens à Tokyo pour le compte d'un débiteur étranger. Un swap à deux volets a été à cette fin organisé par Kidder Peabody et Citicorp. La solution retenue est, à l'évidence, beaucoup plus avantageuse que n'aurait été un accès direct au marché du yen. Deux établissements publics français (la BFCE et la SNCF), à la recherche de yens pour refinancer des opérations saurées en cours jusqu'au 20 août et au 17 septembre, pourraient toutefois être tentés à faire appel directement à ce marché. Cela pour des raisons qui semblent de nature purement comptable, afin d'éviter de faire état d'une variation de change.

LES MATIÈRES PREMIÈRES

Bataille des champs de maïs

« Bien que les Etats-Unis annoncent une baisse de production de maïs de 26 %, les effets de la sécheresse américaine sur le marché français ne peuvent être comparables à ceux constatés sur le marché du soja, importé en Europe, libre de tout droit d'importation, le 21 juillet dans un communiqué, l'AGPM (Association générale des producteurs de maïs). Les 105 millions de tonnes de maïs qui sont encore en stock aux Etats-Unis devraient largement compenser les pertes de récoltes. Le marché va-t-il être confronté, malgré la sécheresse américaine, à un «trop-plein» ? C'était l'avis dominant, ces jours derniers, sur les marchés aux grains, tandis que les cours du maïs reculaient à 312,5 cents par boisseau de 25,4 kilos, abaissés par des pluies pour le moins inattendues dans les zones de récolte. Les services météo des Etats-Unis n'avaient-ils pas annoncé, la semaine dernière, que l'Amérique devait se préparer à trente jours secs (voir notre rubrique des 17-18 juillet) ?

Cette «heureuse surprise» n'est pas faite pour apaiser le conflit qui charbonne depuis plus d'un an entre la CEE et les Etats-Unis à propos du maïs. Furieux de la perte de débouchés extérieurs qu'occasionnait pour eux l'intégration de l'Espagne dans la Communauté, les Américains avaient obtenu, en janvier 1987, de pouvoir exporter tous les ans vers Madrid 2,3 millions de tonnes de maïs et de sorgho, jusqu'en 1990.

Or, à l'issue du premier semestre 1988, l'Espagne n'a pas acheté le premier sac de maïs américain alors qu'elle aurait dû prendre livraison de la totalité de la marchandise avant la fin de 1987. Le délai de grâce obtenu par la CEE jusqu'en juin dernier ne lui a pas permis de pallier la carence espagnole. Eclipsé par le problème de la sécheresse, le contentieux reprend corps aujourd'hui, à mesure que les excédents américains de maïs semblent resurgir. Dans une lettre récente adressée à la Commission européenne, le secrétaire américain à l'Agriculture, M. Richard Lyng, aurait fait savoir que Washington s'accorderait plus de délai de grâce. La situation est d'autant plus tendue que l'Espagne s'attend, malgré les récentes intempéries, à une récolte record de céréales (près de 21,5 millions de tonnes, contre 19,8 millions l'an passé). Selon des experts de la CEE, la péninsule ibérique n'aura pas besoin de céréales fourragères étrangères (pour l'alimentation du bétail) avant le début de l'automne prochain.

Un moment où la hache de guerre pourrait être détournée entre le «maïs jaune» français et le «maïs vert» américain, on apprend en fin de semaine la découverte d'une variété de maïs «révolutionnaire» par une équipe d'agronomes mexicains. Selon un rapport du National Research Council américain, ces chercheurs ont mis au point un grain contenant deux fois plus de pro-

teins que le maïs ordinaire. De l'avis des spécialistes, cette nouvelle variété baptisée QPM (quality protein maize), possède en outre un haut rendement en production, un taux d'humidité normal, une durée et une apparence traditionnelles. Le Conseil national de la recherche américaine estime que le QPM «sera cultivé à l'échelle mondiale avant la fin du siècle», et changera l'ordinaire des 200 millions de personnes qui se nourrissent de maïs dans le monde, en particulier en Amérique latine et en Afrique.

E. F.

PRODUITS	COURS DU 22-7
Café (Arabica) (livres)	1 275 (+ 15)
Trésor (livres)	1 490 (- 15)
Aluminium (livres)	14 190 (+ 100)
Nickel (livres)	1 990 (- 250)
Sucre (livres)	1 820 (- 27)
Café (Robusta) (livres)	1 537 (- 22)
Cacao (New-York) (livres)	384 (- 9,5)
Métal (Chicago) (livres)	312 (- 31)
Soja (Chicago) (livres)	254 (- 35,2)

Le chiffre entre parenthèses indique la variation d'une semaine sur l'autre.

LES DEVISES ET L'OR

Vif repli du dollar

Trop vite, trop fort, trop tôt ! Tel était le verdict des opérateurs sages à la fin de la semaine dernière, qui exprimaient leur sentiment sur la hausse brutale du dollar. Ils paraissent sur des ventes bénéficiaires rapides et sur des interventions des banques centrales. Effectivement, ils ont eu les deux de sorte que à la fin de la période sous revue, les cours étaient revenus à leurs niveaux du 8 juillet, quinze jours auparavant, soit environ 5,16 F et 1,8270 DM, sauf à Tokyo, où le billet vert est retombé plus bas qu'il n'était, soit 130,75 yens contre près de 132 yens.

Entre-temps, c'est-à-dire au début de cette semaine, la devise américaine avait littéralement «flambé», flirtant 6,39 F, 1,89 DM et 135,50 yens, au plus haut depuis dix-huit mois à Paris, onze mois à Francfort, et huit mois à Tokyo. Partout, les opérateurs jouaient la hausse du dollar, le voyant s'envoler à 1,92 DM. Mardi, néanmoins, les banques centrales, la Bundesbank d'abord, les autres ensuite, y com-

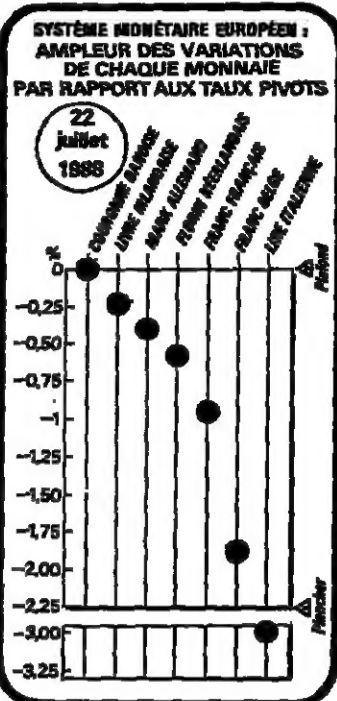
pris la Banque de France, entreprirent de casser le mouvement et y réussirent d'autant mieux que beaucoup de ces opérateurs s'étaient chargés de dollars achetés à découvert, prenant des positions «longues», suivant le jargon des spécialistes, et se trouvaient vulnérables en cas de retournement. C'est ce qui se produisit.

Rien n'est joué pour autant sur les marchés. Certains voient le dollar revenir à 1,80 DM ou même à 1,75 DM pour se retrouver à 2 DM en fin d'année. On rappellera toutefois que, l'an dernier, au début du mois d'août, le billet vert avait piqué un petit galop, remontant jusqu'à 1,85 DM et près de 6,30 F, pour reculer lourdement après. Aujourd'hui, la situation n'est plus la même, le déficit commercial américain diminue, mais l'inflation courue comme un feu sous la coprie aux Etats-Unis, et la mauvaise tenue de Wall Street prouve que la confiance, là-bas, reste fragile.

En Europe, la livre sterling, dopée par la hausse des taux britan-

niques, s'est réorientée vigoureusement à la hausse, passant de 3,1150 DM à près de 3,18 DM et dépassant 10,70 F à Paris. Ce faisant, elle a attiré les capitaux internationaux aux dépens du dollar. Le franc français est resté imperturbable dans ces remous, avec un cours du mark à Paris restant accroché solidement à 3,37 F malgré les baisses de taux décidées. Cela prouve, une fois de plus, que tout, dans ce domaine, est une question de confiance, et, pour l'instant, la France est considérée comme fiable à l'étranger.

FRANÇOIS RENARD.



Constat d'échec en Birmanie

75014 FWA-AT AL-1 - Tel.: 45-68-57-00

[illegible]